L'ARMEE «POPULAIRE» CONTRE LE PROLETARIAT VOIR PAGE 5

Révolution Internationale

SOMMAIRE

Le mouvement étudiant ....p. 2
Lip ....p. 3
Italie : la banqueroute ....p. 3
Sur les accidents du travail.....p. 4
Espagne : rien n'est résolu .....p. 4
Armée ....p. 5
Chine : la bourgeoisie divisée ..p. 6
Argentine : un putsch malgré lui.p. 6
"POUR" ....p. 7
Liban : l'enfer de la décadence..p. 8

MENSUEL MAI 76 n° 25

2 F.

le 1er mai contre la classe ouvrière

Une nouvelle fois, partis de gauche et syndicats - y compris la très conservatrice FO - ont battu le rappel pour le ler mai. Une nouvelle fois, la bourgeoisie peut contempler avec satisfaction les ouvriers défiler sagement derrière les banderoles de "leurs organisations responsables", sur un parcours négocié avec les autorités pour éviter les embouteillages. Et pour racoler les travailleurs écoeurés par ces mornes processions, les gauchistes se chargent d'ajouter aux cortèges officiels une note de folklore. Mais le ler mai a-t-il toujours été cette sinistre mascarade ?..

Non ! Pendant des décennies, la bourgeoisie a vécu dans la hantise de ce jour. Chaque année, à l'approche de la date fatidique, elle mobilisait toutes ses forces répressives : mouchards, prisons, sabres et mitrailleuses. De façon préventive, les quartiers prolétariens étaient quadrillés, investis, les militants ouvriers emprisonnés et, afin qu'ils échappent à la contagion, les soldats consignés dans les casernes. Malgré ces mesures, le prolétariat du monde entier, d'année en année, portait plus haut son défi au vieil ordre social. Au delà des origines du ler mai (la protestation contre l'éxécution de 5 militants anarchistes à Chicago) et des revendications avancées (en particulier les 8 heures), les ouvriers de tous les pays avaient fait de ce jour celui de l'affirmation de l'unité internationale de leur classe et une préparation à la lutte finale qu'ils devaient mener contre la classe exploiteuse. Pour cela le ler mai a connu un succès foudroyant dans les masses ouvrières. Et aussi pour cela la bourgeoisie éprouvait une telle frayeur et réprimait avec une telle sauvagerie les manifestations de cette journée.

Aujourd'hui, le ler mai est jour férié, inscrit dans le calendrier comme "fête du travail" - c'est-à-dire fête de l'esclavage salarié. Après Hitler, Pétain et Franco, les principaux gouvernements du monde en ont fait une fête officielle, célébrée ici par les remises de muguet, là par les défilés militaires et des présentations d'engins de mort les plus perfectionnés comme dans les pays dits "socialistes".

Dans sa période de décadence, le capitalisme est devenu maître dans l'art de la récupération : les armes du prolétariat qu'il craignait d'affronter, il les a retournées contre celui-ci afin de mieux le museler. Pour cette entreprise, il s'est appuyé sur ces organes de l'Etat capitaliste que sont devenus les syndicats et les partis "ouvriers" qui, gardiens dusouvenir des combats passés de la classe, parachèvent la mystification pour faire du ler mai, non une journée de mobilisation, mais de démobilisation de la classe et de dévoiement de ses luttes.

Aujourd'hui, cette journée est devenue un symbole vivant de la plus longue et profonde contre-révolution subie par la classe ouvrière. Celle-ci, afin d'assumer sa tâche historique et vaincre dans les combats gigantesques à mener, devra rejeter les oripeaux de ses luttes passées qui, au grand bénéfice du capital, entravent ses gestes. Elle devra détruire icônes, fétiches et momies - telle celle qui, sur la place dite "Rouge" symbolise la mort de l'espoir d'octobre 17. Elle devra enfin par dessus les corps des partis de gauche et gauchistes, gardiens de ces fétiches, renouer avec sa véritable tradition de classe : la lutte autonome pour la destruction mondiale du capital.

ITALIE BANQUEROUTE ECONOMIQUE ET CHAOS POLITIQUE

Après le Portugal, l'Argentine et l'Espagne, l'Italie est en voie de devenir l'épicentre des convulsions de plus en plus profondes qui ébranlent l'ensemble du système capitaliste, tant dans les soubassements de son infrastructure économique que dans sa superstructure étatique ; jusqu'à atteindre ses centres les plus vitaux. Le chaos économique et politique est aujourd'hui la forme permanente de survie d'un système entré en déclin depuis plus d'un demi-siècle. Mais, en Italie le chaos devient de plus en plus banqueroute. C'est là qu'aujourd'hui le capital tente anxieusement de lire son avenir ; l'une des plus vieilles bourgeoisies du monde fait face à l'une des fractions les plus décidées du prolétariat mondial. Avec l'Espagne, l'Italie sert de banc d'essai pour le capital mondial dans la lutte sans merci qu'il s'apprête à livrer contre la classe porteuse de l'avenir de l'humanité.

La huitième puissance économique est virtuellement au bord de la faillite : le symptôme le plus voyant en est la chute spectaculaire de la lire qui, depuis 1973, s'est dévaluée de 45 %, a point que le dollar atteignait à la mi avril le cours "historique" de 900 lires. Au même moment, la Bourse connaissait son "lundi noir" (12 avril) avec un effondrement des valeurs les plus sûres comme la Montedison. Autant de signes de la panique qui gagne les capitalistes italiens; laquelle est pleinement justifiée par l'état de banqueroute financier : 16 milliards de dollars de dettes, des réserves en devises réduites de moitié par rapport à 1973.

Cette crise dans la sphère de la circulation ne fait que traduire la paralysie croissante qui gagne la production. Pour l'industrie, celle-ci a chuté de 9,7 % en 1975 (les 1,3 % d'augmentation de la production industrielle depuis janvier 76 s'expliquent par la nécessité de renouveler des stocks épuisés). Obligé d'exporter ou de mourir, le capital italien n'est plus en mesure d'affronter la concurrence sur le marché mondial pour deux raisons :
- la première est l'augmentation du prix des matières premières (l'Italie importe 80 % de son énergie). Les diverses dévaluations de la lire (la "solution" pour exporter) ne font que rendre plus chères les marchandises importées nécessaires à la production ;
- la deuxième est la baisse de la productivité, qui réduit les capacités de résistance du capital italien. Si l'on prend la base 100 (USA) exprimant le produit obtenu par homme et par heure, on a : Italie : 53, France : 73, Grande Bretagne : 35, Allemagne : 82 (chiffres 74, First National City Bank).

Le résultat est que tout comme au Portugal- l'Italie vit au-dessus de ses moyens, consomme plus qu'elle ne produit, écoule de moins en moins ses produits sur le marché mondial. La bourgeoisie italienne se voit donc contrainte de réduire le coût du capital variable, en s'attaquant au niveau de vie des ouvriers.

(SUITE PAGE 3)

FRANCE «VICTOIRE» SYNDICALE, DEFAITE OUVRIERE

Les "échecs" subis actuellement par la classe ouvrière ne sont pas tant ceux, toujours répétés, de ses luttes revendicatives face à "l'intransigeance des patrons" : ceux-ci ne peuvent guère lui "offrir" qu'un nombre toujours plus important des cartes de chômage ou une exploitation plus intense (augmentation de la productivité).

Les "échecs" les plus lourds sont ceux qu'elle essuie à travers la parcellarisation de ses luttes. Ils résident dans l'incapacité de s'organiser sur un terrain de classe. Or, dans ces revers,ce sont les syndicats qui jouent un rôle déterminant contre la classe ouvrière. Porte-paroles des intérêts de l'ensemble de l'économie nationale dans les entreprises, ils assument la part la plus active du travail de la bourgeoisie pour sectoriser, isoler et finalement briser les luttes. Toute "victoire" syndicale est une "défaite" ouvrière car elle signifie détournement des prolétaires de leurs intérêts, de leur terrain et de leur mouvement vers l'auto-organisation de classe.

les manoeuvres syndicales contre les luttes ouvrières

La bourgeoisie française ne veut pas se retrouver face à une agitation sociale comparable à celle de l'Espagne. Il faut éviter la conjonction et le développement de luttes qui se multiplient, confirmant le réveil combatif du prolétariat. Pour veiller au grain, la CGT et la CFDT ont pris très vite la situation en mains.

Les rencontres "au sommet"Séguy-Maire se sont succédées : 5 avril, 15 avril,

(SUITE PAGE 2)

PORTUGAL TROIS ANS APRES

Apparemment, les élections qui vont se tenir au Portugal rassemblent toutes les conditions pour être à l'image de celles qui se tiennent dans tous les pays "démocratiques" : battage étourdissant, dénonciation du "totalitarisme marxiste" par la droite, du "danger fasciste" par la gauche, racolage des gauchistes au nom du "parlementarisme révolutionnaire" et autres "tactiques". Pourtant, compte tenu de l'évolution de la situation portugaise de ces deux dernières années, ce caractère "normal" des événements politiques présents constitue en soi une anomalie.

la nouvelle situation au portugal

Le caractère insolite de cette nouvelle situation peut se résumer dans la présente politique du PCP. Il y a un an celui-ci n'avait que mépris pour le "réactionnaire" PS au point de constituer une alliance avec les gauchistes au sein du FUR (Front d'Unité Révolutionnaire créé en août 1975). Aujourd'hui, toute arrogance bue, il demande avec insistance à ce même PS de s'allier avec lui et couvre les gauchistes des insultes les plus infâmantes. Un tel revirement, s'il n'est pas surprenant de la part des partis staliniens, grands spécialistes des "tournants", s'explique par la transformation du rapport de forces au sein de l'appareil politique du capital portugais. Aujourd'hui, c'est la droite qui domine : du Conseil de la Révolution - véritable organe du pouvoir jusqu'à présent, la gauche (Fabião, Coutinho, Gonçalves et Carvalho) a été chassée. En son sein, l'ancien chef de file des "modérés" Melo Antunes apparaît isolé à l'extrême-gauche. Cette domination de la droite si elle ne peut se traduire par une remise en cause fondamentale des mesures de capitalisme d'Etat adoptées depuis deux ans s'est quand même manifestée - sur le plan économique -, par certaines restitutions d'usines à leurs anciens propriétaires, et surtout par un coup de frein à la réforme agraire, propre à rassurer les petits propriétaires, lesquels constituent la clientèle de cette droite, et qui fait redresser la tête à ces grands propriétaires qui jusqu'à présent se terraient. Le caractère "socialiste" de la Constitution ne constitue pas un démenti de cette situation Il exprime la nature totalement mensongère et parfaitement dénuée de toute réalité politique de ce type de textes. Staline n'avait-il pas en 1936 jeté à la face des autres pays la "Constitution la plus démocratique du monde".

les causes de cette situation

Dans tous les pays,face à la combativité croissante des travailleurs que la crise entraîne en s'approfondissant, le capital est ou sera obligé de faire de plus en plus appel aux forces de "gauche" de son appareil politique. Mais la bourgeoisie ne met pas d'emblée en place les solutions les plus aptes à faire face à la situation. Cela est particulièrement clair en Italie, par exemple, où l'indispensable et urgente venue au pouvoir du PCI se heurte encore à des résistances majeures qui, chaque jour entraînent un peu plus l'économie de ce pays dans l'abîme. Au Portugal, les solutions "de gauche" se sont heurtées à l'intérieur à une très forte résistance des secteurs les plus anachroniques du capital et, à l'extérieur, à une très forte pression de la bourgeoisie européenne et américaine (cf. articles des n° 18 et 21 de RI). De plus,l'ensemble du jeu politique des fractions gauchistes du capital regroupées autour de l'ex-COPCON, ayant consisté à polariser la combativité de la classe vers l'objectif du "pouvoir populaire", cette dernière a momentanément abandonné son propre terrain ce qui a permis d'autant mieux la "reprise en main" de novembre 75 faite sous l'égide de la droite militaire (Neves, Eanes). Pendant quelques temps, les travailleurs sont restés paralysés par ce qu'ils considéraient en partie comme une défaite.Mais en février-mars 76, ils ont repris le chemin du combat de classe,en plusieurs endroits et de façon particulièrement vive dans le secteur de la santé. Face à cette reprise, le gouvernement a, en plusieurs occasions, fait donner de façon sanglante ses forces de répression comme la "police de choc" et la "Garde Nationale Républicaine" qui jouait déjà ce rôle sous Salazar.Les élections sont venues à point nommé pour, momentanément, chloroformer la combativité renaissante de la classe et défouler son mécontentement. Et les élections présidentielles prévues dans deux mois vont sans doute permettre de prolonger ce répit.

après les élections

A l'heure où cet article est écrit,le résultat des élections n'est pas encore connu mais il est probable que la droite en sortira renforcée. A travers le suffrage universel, les petits propriétaires, qui constituent une masse énorme dans la société portugaise, vont envoyer à l'Assemblée de la République un nombre important de députés du PPD violemment "anti-communiste" et du CDS dirigé par un ancien proche de Caetano. C'est le gouvernement qui sortira de

(SUITE PAGE 6)

FRANCE

«VICTOIRE» SYNDICALE, DEFAITE OUVRIERE

(SUITE DE LA PAGE 1)

20 avril. Les "divergences" tactiques de ces fractions passaient sous la table devant l'urgence des mesures à prendre pour réaliser leur fonction commune: fractionner et dévoyer les luttes, prendre la direction des opérations pour désamorcer les conflits.

Ainsi, dès le 5 avril, les "directives" sont données : les travailleurs ne doivent pas tenter de dépasser le niveau revendicatif, et ne pas enfreindre le cadre local ou corporatif de ces revendications:
"En aucun cas, nous ne ferons quoi que ce soit qui puisse être de nature à bloquer tout sur une initiative déterminant une sorte de... baroud d'honneur général" (G.Séguy à France-Inter).

L'accent est mis sur la "nécessité" de ne pas entraver les journées "d'action professionnelle" ou des "fédérations", des "unions départementales" ou "régionales", aménagées pour étouffer tout mouvement de jonction au niveau de l'ensemble de la classe.

Le "calendrier" de la division du travail mise en oeuvre par les syndicats dans ces "journées" est particulièrement éloquent :

- samedi 12 avril : journée nationale deses traminots, journée nationale d'action dans l'habillement, journée nationale dans l'alimentation.
- mardi 13 avril : journée d'action dans la métallurgie.
- mercredi 14 avril : arrêts de travail pour les employés des finances et des impôts, manifestation des employés de la météorologie.
- jeudi 15 avril : début de la "quinzaine d'action" des marins CGT, réunion intersyndicale EGF/GDF, arrêts de travail des journalistes de TF1.
- vendredit 16 avril : arrêts de travail des employés du péage de l'autoroute Sud, etc.

Chez Rhône-Poulenc, avec la menace de 4 000 licenciements, la bourgeoisie savait que le foyer de mécontentement risquait d'embraser ce gigantesque complexe textile/chimie/pharmacie (88 000 salariés) et qu'il devait être maîtrisé dès le départ : les syndicats ont tôt fait de préparer un contre-feu, la "journée d'action Rhône-Poulenc" (communiqué à la presse sans consultation ouvrière) a permis de désamorcer le mouvement.

A Peugeot-Beaulieu, ils ont réussi à faire reprendre le travail à 3 000 ouvriers sans que le plus minuscule semblant de promesse ait été donné par la direction et avec la perte sèche de plus d'un mois de salaire. De Messier-Hispano (Montrouge) où tous les syndicats ont appuyé la direction pour la fin de l'occupation et la reprise du travail jusqu'aux Fonderies de Renault-Billancourt où, après un mois, les 250 grévistes ont dû céder devant l'isolement total de leur lutte dans l'usine, provoqué par les syndicats, nulle part, la claire perspective d'un affrontement direct avec les appareils syndicaux et la remise en cause de leur "nature ouvrière" ne s'est fait jour.

A travers les "luttes pilotes" que restent la SNIAS (et "Concorde"), le "France", le "Parisien Libéré", Dassault et les usines d'armement, Fougères, Lip ... les syndicats avancent leur cheval de bataille : les nationalisations, étayées d'une phraséologie chauvine exacerbée.

Afin de saper totalement le terrain de classe, les syndicats remplissent la tâche complémentaire de la division :le dévoiement des luttes. Toutes les luttes -comme tous les moments d'action- doivent trouver leur place dans le cadre de <u>la préparation</u> d'une super journée nationale : le 1er Mai.

Cette année, encore davantage que par le passé, un des moyens les plus efficaces pour "geler" la dynamique des luttes et servir de tremplin au dévoiement de la classe et à la démoralisation de ses luttes aura été l'appel à la "mobilisation unitaire" du 1er Mai.

Le caractère"original" que l'on prétend donner à ce 1er Mai est de le présenter :

1) comme devant atteindre une "ampleur inégalée" : "Il faut préparer ensemble un 1er Mai qui ait un sens de lutte pour les libertés, pour l'unité, pour les revendications et aussi pour préparer des changements fondamentaux" (Séguy).

Alors que, sous la pression du mécontentement social, cette "mobilisation unitaire" ne fait que préparer la venue au pouvoir d'une équipe de "gauche" pour mettre au pas la classe ouvrière et gérer la crise... on promet la lune et on exhibe une baudruche !

2) comme plus"syndical" que d'habitude. Les partis y seront peu représentés en tant que tels : ce "1er Mai syndical" est d'autant plus redoutable contre le prolétariat comme chausse-trappe bourgeoise que les deux institutions qu'il recouvre tirent leur fonction d'armes de la bourgeoisie de leur origine prolétarienne (cf. Editorial).

les gauchistes rabatteurs des syndicats

Mais, dans toutes les manoeuvres diverses auxquelles ils se sont livrés contre la classe ouvrière, ils ont à nouveau trouvé de précieux et constants auxiliaires : les gauchistes.

Selon une tactique éprouvée, ces illusionnistes (notamment les experts trotskystes) veulent faire passer auprès de la classe les "échecs" perpétuels des luttes et les manipulations constantes des syndicats pour une "incapacité" et un "manque de clairvoyance" de ce qu'ils nomment une "bureaucratie syndicale" -tandis qu'une des fractions les plus "radicales" de ces avortons de la gauche : LO, s'est spécialisée dans la "dénonciation" du "manque de démocratie" de cette même "bureaucratie".

Un point commun se retrouve à travers toutes les variantes proposées : ils introduisent le même frein dans les luttes : tenter de faire croire aux ouvriers les plus combatifs que l'issue de ces luttes dépendait des syndicats et que c'est à ceux-ci que revient quand même "naturellement" d'établir le les perspectives d'élargissement des luttes : "On attendait autre chose" (<u>Rouge</u>, du 7/4).

Ce sont eux qui vont essayer de racoler les éléments de la classe commençant à se dégager du carcan syndical en les persuadant de <u>suivre</u> de"façon critique" le cortège unitairement bêlant de ses futurs bouchers et de ses actuels diviseurs.

Ce sont encore eux qui crieront à la "victoire" des luttes au moment où celles-ci seront le mieux enterrées : des "nationalisations sous contrôle ouvrier" (Rouge) jusqu'à l'"autogestion", leurs "revendications" correspondent à un embrigadement plus poussé des prolétaires au capital national. Ils proposent aujourd'hui leurs "ouvriers", "usines"ou "luttes" modèles (on ne sait exactement !) et vantent la résistance exemplaire <u>des</u> lip , <u>des</u> réo à Fougères ou <u>des</u> peugeot.-Ils applaudissent l'initiative "des Dupont" qui continuent à Faverges la production des briquets dans l'usine ou le retour combatif "des lip " où la CFDT redore son blason tout en faisant honorer les commandes passées (cf. article sur Lip dans ce numéro).

Les plus dangereux flics de l'Etat capitaliste : les syndicats, flanqués de leurs roquets gauchistes seront l'obstacle constant que la classe ouvrière trouvera sur le chemin de la construction de son autonomie et de son organisation. Gageons que ceux-ci qui pavoisent aujourd'hui leur succès pour le compte de la bourgeoisie dans la rue en traînant à leur suite une grande partie du prolétariat enrégimenté derrière leurs drapeaux et leurs mots d'ordre, trouveront demain face à eux les mêmes ouvriers engagés dans une lutte sans merci.

Y. D.

FRANCE

LES ETUDIANTS REVIENNENT A LEURS MOUTONS

Ils ne faisaient plus parler d'eux, au point que la presse bourgeoise s'en inquiétait, tout mécontentement était-il tari ?

En fait, le mouvement de protestation contre la réforme du deuxième cycle n'est que l'un des signes de l'approfondissement de la crise du capitalisme ; d'importantes manifestations ont eu lieu aux quatre coins de la France, certains allaient jusqu'à s'imaginer que le mouvement échappait à la "gauche", que l'influence des gauchistes lui conférait une estampille révolutionnaire et jusqu'à envisager un Mai 68 qui renaîtrait de ses cendres, époque où les étudiants étaient sur la sellette. Qu'en est-il ?

La réforme en question doit aboutir à spécialiser l'enseignement universitaire et à éliminer les filières non rentables, diminuer le nombre d'étudiants et, enfin, rationaliser un système qui grève le budget de l'Etat ; en effet, le budget de l'éducation nationale est bien plus important que celui de l'armée, l'étudiant n'est plus rencable s'il coûte plus cher qu'un soldat et s'il est un chômeur en puissance, il faut donc adapter l'université au niveau de la crise.

"Chômage ras le bol", "Des débouchés, pas des bouts de papier", le mouvement de protestation oscille entre des revendications irréalistes et la perspective de l'arrivée au pouvoir de la "gauche". De prime abord, pour les gauchistes, l'université devrait délivrer des diplômes revalorisés plutôt que de s'orienter vers la professionnalisation des diplômes où (horreur), "le patronat serait le vrai directeur des études universitaires" comme si l'université pouvait ou avait pu rester indépendante du système capitaliste. L'université est le bastion idéologique de la classe dominante, elle a toujours fabriqué des étudiants à son image. Si la "démocratisation" des études dans les années 60 avait abouti à une pléthore de diplômes inutiles (en particulier en sciences humaines), elle avait également suscité la révolte et la remise en question de tout le fonctionnement de l'université.

plus jamais ça !

Le mouvement étudiant en révolte est apparu alors en 68 comme un détonateur dans la remontée des luttes ouvrières.

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même qu'il y a 8 ans, la crise du capital est plus accentuée, plus marquée par l'inflation et le chômage qui sont le lot de la classe ouvrière ; et contrairement à ceux qui ont psalmodié pendant des années que dans la crise, les travailleurs ne luttent pas, la combativité de la classe ouvrière de ces dernières années vient faire passer au second plan les soubresauts de couches petites-bourgeoises (paysans, petits-commerçants) et d'autant plus le mouvement étudiant comme expression de celles-ci qui ne peut que péricliter. Ni avant-garde, ni "remplaçante" d'une classe ouvrière qui se serait "embourgeoisée" dans la période de reconstruction après 1945, le mouvement étudiant est condamné. En mai 68, la révolte des étudiants participait d'un mouvement plus général dans le monde entier, expression ultime de la décomposition universelle de la morale et de l'idéologie dominantes de Berlin à Berkeley, de Madrid à Varsovie, de Rome à Montevideo, mais particulièrement en France. Il sert de laboratoire à la bourgeoisie dans une situation tendue, comme la moindre étincelle peut provoquer une explosion dans un baril de poudre.

Pendant le mois de mai 68, le mouvement étudiant de par sa nature reste confus, il se cantonne avant tout sur le terrain d'une plus grande démocratie, sa critique de l'Etat se ramène à son manque d'imagination, on réclame la démission de quelques têtes de turcs. A l'heure où la bourgeoisie réussit à enfermer la classe ouvrière dans les usines grâce à ses organes d'encadrement, les syndicats, le mouvement étudiant en reste à la contestation. Les événements prennent une telle ampleur que l'on ne cherche pas à organiser des contre-cours ou des contre-examens, ni à s'intéresser exclusivement aux étudiants, ils passent très vite au contraire au second plan, la détermination des travailleurs reste l'enjeu et ce que la bourgeoisie doit endiguer avant tout.

Le PCF, dépassé par les événements, déclare que "ces groupuscules, quelques centaines d'étudiants, mènent une agitation néfaste pour les étudiants sérieux" et taxe de "pègre" les milliers d'ouvriers et d'étudiants qui envahissent la rue. La "pègre" des barricades, ce sont bien souvent des milliers d'ouvriers qui viennent individuellement, qui déchirent les cartes du PCF et de la CGT, tous ceux qui ne se sont pas laissés enfermer dans l'usine, mais ils restent éparpillés. Le PCF, comme le reste de la gauche officielle, est discrédité. Le mouvement des étudiants s'intègre dans cette perspective, et la complaisance que mettent toutes les fractions de la bourgeoisie à leur égard ne sert qu'à masquer la réalité de la crise qui frappe de plus en plus la classe ouvrière.

la mystification au pouvoir

"Jamais en vérité la convergence des luttes des étudiants et des travailleurs, ouvriers, employés, techniciens et ingénieurs, n'a été établie avec tant d'évidence..." (Cardoce, <u>Huma</u> du 13/4/1976).

Le PCF prend ses désirs pour la réalité mais il sait où il met les pieds, la lutte des étudiants se situe sur un terrain qu'il contrôle parfaitement. Le PCF tient à se montrer meilleur matelot à la barre du capitalisme d'Etat, il "demande que des négociations soient engagées" car les étudiants se battent pour le droit d'être cadres et non pas pour remettre en cause le système capitaliste, mais laisser des jeunes au chômage avec un diplôme (même revalorisé) n'est pas un atout électoral, il est des vérités qui transparaissent dans la bouche des adversaires du même bord : Saunier-Seïté déclare à l'assemblée nationale : "certains membres de votre parti m'ont dit qu'ils le trouveraient très bon (le texte de l'arrêté) s'ils l'avaient fait". Le PCF peut bien se réclamer de l'édifiant exemple du bloc de l'Est et tenter de passer sous la table que là-bas sélection à outrance et rationalisation intensive existent depuis longtemps, le régime de Giscard sait où prendre des leçons de capitalisme d'Etat.

Le PS fait donner Rocard pour son tour de France des universités ; il arrive sur les chapeaux de roue, le Super Rocard, et il déclare sans rire : "je salue votre cinquième semaine de grève et vous souhaite, non pas de continuer, mais, ce qui est tout différent, de gagner". Chargé de faire passer quelques vérités amères mais avec le sourire, le futur ministrable constate que les étudiants : "ont raison de refuser une professionnalisation à outrance des formations universitaires, mais que ce refus risque de ne pas leur faciliter l'entrée sur le marché du travail".

adaptation de l'université au niveau de la crise

La question est bien là, la carte de rechange de gauche de la bourgeoisie se rend parfaitement compte qu'il est nécessaire de plus en plus de rationaliser le système d'enseignement qui représentait un investissement contre le chômage : fini les licenciés ès lettres devenant plombiers, il faut éliminer le les filières non rentables...

Refuser la sélection ou la "rationalisation" actuelle est utopique, le système ne peut plus se permettre de diffuser une culture générale ni laisser croire que tout un chacun peut passer des diplômes et faire ses humanités, la participation style Edgar Faure, c'est terminé. Le travailleur intellectuel voit sa situation remise en cause, d'élite de la société, il est devenu un parmi les autres, menacé du chômage, de la dévalorisation de son salaire.

L'universitaire de service Guy Hermier a beau, au nom du PCF, reprocher à l'arrêté Saunier-Seïté son "intransigeance" et de "compromettre l'année universitaire", pour se faire un porte-parole du mécontentement, il n'y a pas moins accord de toutes les fractions de la bourgeoisie sur la nécessaire"adaptation" de l'université à la situation économique actuelle et ce ne sont pas les processions sérieuses des gauchistes agrémentées de quelques briseurs de vitrines qui viendront troubler cette orientation.

La dernière apparition contestataire du mouvement étudiant en 68 a montré qu'il ne pouvait que cesser d'exister en tant que tel. Il n'a aucun intérêt commun avec le combat historique de la classe ouvrière mais s'inscrit dans les tentatives de la bourgeoisie de faire face à la lutte de la classe ouvrière qui, elle, ne lutte pas contre le manque de débouchés mais pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme.

J.L.

FRANCE

D'UN MENSONGE A L'AUTRE
LIP: UNE LEÇON

Nous ne sommes plus en 1973. Les effets de la crise sont plus durs, à LIP, dans l'horlogerie, dans l'ensemble de l'économie. Le licenciement des 900 ouvriers de LIP n'est plus aussi spectaculaire à un moment où les listes de chômage s'allongent partout. A Besançon même, il y a déjà 4000 chômeurs. LIP reste cependant un champ d'expérience où la bourgeoisie tâtonne pour trouver les moyens de faire avaler aux travailleurs des restrictions qui s'imposent partout.

Pour la bourgeoisie, il s'agit de ménager le "mythe Lip", où syndicats, Etat, patrons, se sont donnés la main pour faire croire aux travailleurs qu'avec leur "bonne volonté", des améliorations étaient possibles. Les ouvriers ont payé cher leurs illusions sur ce bavardage de "coopération", de "participation": "les ouvriers doivent évidemment tout faire pour préserver leurs intérets, mais ils ne doivent pas pour autant mettre en danger l'entreprise" leur disait la CFDT. Les intérets des deux étant inconciliables, les travailleurs ont du se plier, endormis par les syndicats, enfermés sur le terrain du localisme, démoralisés, aux exigences de l'entreprise : ils ont du accepter les cadences accrues, l'exploitation renforcée, pour assurer la compétitivité de l'entreprise. La gestion d'une entreprise capitaliste, avec ou sans la "participation" des ouvriers, reste celle d'une entreprise qui les exploite, et où les lois du marché sont reines.

Ces lois sont aussi les mêmes, quoi qu'en dise la "gauche", si la gestion est assurée par l'Etat. Aujourd'hui, de nombreux secteurs de la bourgeoisie s'accordent sur la nécessité de renforcer son rôle, de regrouper les différentes industries horlogères. Les meilleurs défenseurs de cette nécessité sont encore ceux qui ont convaincu les travailleurs de se sacrifier hier : syndicats, gauche, gauchistes. Ardent défenseur du capital national, Piaget supplie de ne pas "laisser les Suisses ramasser la marque" et tente de convaincre l'Etat que l'horlogerie française peut être "génératrice de devises". Le PC appelle, de façon plus ou moins voilée, à la nationalisation. Il n'y a là que nécessité économique du capital, palliatif nécessaire à l'approfondissement d'une crise qui n'amènera, quelle qu'en soit la gestion, que restrictions et renforcement de l'exploitation des ouvriers. Mais la "gauche" présente ces mesures comme une "grande victoire" des travailleurs, ce pourquoi ils "lutteront jusqu'au bout". Ce miroir aux alouettes a la même fonction que celui utilisé auparavant, les grandes phrases sur la participation ou la nationalisation peuvent être utilisées simultanément ou alternativement, elles ont le même but : que les travailleurs arrivent à se sentir concernés par des intérets qui ne sont pas les leurs, ceux de l'entreprise ou de la nation, pour qu'ils acceptent les sacrifices nécessaires qu'ils vont leur imposer.

L'éventail des diversions proposées aux travailleurs de Lip, pour les enfermer dans le localisme le plus stérile, les démoraliser, leur ôter toute possibilité de compréhension de leurs intérets propres, entraver toute tentative d'unification, est des plus larges: gauchistes et syndicats leur ont déjà préparé toute une kyrielle de "commissions" (banderoles ,"fléchage des lieux", etc), d'objectifs bidons ("populariser" la lutte si "spécifique" des Lip, "consolider l'alliance avec les autres couches", cadres ou autres, "politiser la lutte" pour obtenir la nationalisation, animer le premier mai...).

Tant que les ouvriers se laisseront prendre à ces distractions, que les syndicats réussiront à entraver les tentatives d'unification, comme ils l'ont fait en Août 73 à Lip, en sabotant la manifestation où des milliers de travailleurs de toutes les usines de la région s'étaient affrontés aux CRS en solidarité avec Lip, tant que les ouvriers ne prendront pas eux même leurs luttes en main, il y aura d'autres défaites, d'autres démoralisations, d'autres "Lip". Lip doit être une leçon pour toute la classe ouvrière.

D. T.

erratum

Dans le numéro précédent, page 1, colonne 1, il fallait lire :"...la bourgeoisie vient d'annoncer son impuissance" et non pas "amorcer".

BANQUEROUTE ECONOMIQUE ET CHAOS POLITIQUE

(SUITE DE LA PAGE 1)

attaques contre le niveau de vie de la classe ouvrière

Elles touchent très durement les ouvriers italiens mais d'une manière plus voilée qu'ailleurs par une politique d'inflation -catastrophique pour l'économie- plus que par un développement sensible du chômage. Ce dernier touche néanmoins 1,3 millions de travailleurs, sans parler des 800 000 en "Cassa integrazione". La hausse des prix est en voie d'atteindre des sommets historiques : + 11 % en 1975 pour 26 % prévus en 1976.

Le Corriere delle Sera donne avec cynisme les raisons de la politique prudente encore utilisée par la bourgeoisie face à un prolétariat dont elle craint la moindre réaction : "Le problème fondamental et immédiat à résoudre est aujourd'hui celui de l'excessif coût unitaire du travail qui entraîne la chute brutale des profits ; décourage l'aiguillon des investissements et bloque donc l'accroissement de la productivité. Je vais même être plus brutal dans ma franchise : il faut baisser le niveau des salaires réels... Le choix des moyens pour atteindre cet objectif doit se faire en fonction des considérations d'ordre politique... Il faut accepter que pendant un certain temps l'augmentation des prix soit supérieure à celle des salaires... ce résultat ne pourra s'obtenir que par des méthodes indirectes, c'est-à-dire par une certaine dévaluation de la lire, laquelle ne pourra s'effectuer que si les syndicats acceptent le blocage des salaires pour faire face à l'augmentation des prix intérieurs qui en résultera". Autrement dit : la gauche doit mettre de l'ordre dans l'exploitation. Mais par des "moyens indirects", et pour cause...

le danger prolétarien

Sept ans après l'"automne chaud", la combativité du prolétariat est telle que la tactique utilisée par la bourgeoisie -par l'intermédiaire de son appareil syndical- est de précéder les grèves ouvrières en déclenchant les journées nationales, les "grèves" sectorielles et nationales. L'Italie est aujourd'hui au sein de la CEE le pays qui a connu le plus de jours de grèves par ouvrier. Toute l'habileté syndicale pour désamorcer de nouvelles explosions ouvrières se heurte de plus en plus à la lutte spontanée des ouvriers : grève des cheminots en août 75 qui s'affrontent aux syndicats qui parlent alors de restreindre le droit de grève et font appel à l'armée, grèves sauvages en mars 76 à Alfa Romeo et Fiat à l'annonce des hausses de prix décidées par le gouvernement. Néanmoins, le caractère isolé de ces luttes permet aux syndicats d'assumer encore leur rôle de récupérateur, comme à British Leyland à Lambrate, qui reste un modèle de dévoiement de la lutte sur le terrain de la défense de l'entreprise contre les "multinationales". Là où le poids de la gauche est presque inexistant, chez les chômeurs, les gauchistes se chargent de constituer un appareil d'encadrement parasyndical. Ainsi, à Naples, au début avril, le comité de chômeurs dirigé par Lotta Continuacontrôlait10 000 d'entre eux et lors des émeutes des "disoccupati" il a parfaitement joué son rôle de désagrégation du mouvement.

Néanmoins, le mécontentement des ouvriers, la révolte de la masse des chômeurs rendent de plus en plus étroit le champ de manoeuvre des syndicats. La bourgeoisie ne se fait aucune illusion sur ce fait, comme le montre le développement de la police qui voit son action renforcée par la "Legge reale" ; en même temps, elle renforce le rôle de la police syndicale dans les grandes usines avec la création d'"équipes de vigilance" au nom de la défense de l'"outil de travail" contre les sabotages terroristes. Dans un contexte de plus en plus explosif et pour éviter tout affrontement direct, le capital italien prépare fébrilement la venue de son aile "gauche" au gouvernement pour renforcer son encadrement de la classe ouvrière.

vers un gouvernement PC-PS-DC

Le PCI au pouvoir, second parti italien, est unanimement souhaité par la bourgeoisie de la droite aux gauchistes; pour faire accepter les "sacrifices nécessaires" aux ouvriers. Les sondages se multiplient qui tendent à montrer que : "...66,7 % des électeurs italiens sont convaincus que la présence du PCI au gouvernement diminuera d'une façon décisive les grèves et l'absentéisme dans les usines, 55,1 % ont déclaré retenir que le PCI au pouvoir apporterait plus d'ordre et d'organisation dans la vie nationale" (Panorama, avril 76).

Pour les gauchistes de la Démocratie Prolétarienne (PdUP et A.O)°, un gouvernement de gauche constituera une victoire politique "que nous voulons soutenir et que nous considérons aussi comme nôtre".

En décidant de faire des élections anticipées pour la mi-juin, la bourgeoisie essaie de mettre fin à plus d'un an de crise politique ; il s'agit de mettre fin à l'indécision des partis politiques de la bourgeoisie tant sur le moment de la venue du PC au gouvernement que sur la nécessité même de cette venue.

Pour le PCI, hostile à des élections anticipées, même si déjà les sondages en font le grand vainqueur, il est hors de question de venir seul au pouvoir de voir son poids sur la classe ouvrière diminuer trop rapidement avec l'accélération de la crise. Sa proposition de "Compromis historique" avec la démocratie chrétienne montre que son choix pour l'immédiat se porte sur un gouvernement de "salut national" qu'il soutiendrait sans y participer à travers une démocratie chrétienne "rénovée" et "démocratique". La démocratie chrétienne, où l'aile gauche de Zaccagnini demeure encore faible (51 % des voix pour lui lors du dernier Congrès) face à une aile droite incarnée par Fanfani (nommé récemment président de la démocratie chrétienne) encore forte et hostile au compromis historique, à travers ses hésitations pour accepter l'alliance avec le PCI, reflète l'inquiétude d'une partie de la bourgeoisie face aux mesures de capitalisme d'Etat inévitables.

C'est pour mettre fin à cette situation de paralysie et de décomposition de l'appareil politique de la bourgeoisie que traduisent parfaitement les manifestations récentes des sous-officiers et officiers de l'armée pour la "démocratisation", que les pressions des Etats européens se font de plus en plus fortes pour hâter la venue au gouvernement du PCI. Si la bourgeoisie américaine manifeste son peu de confiance pour un PC dont l'allégeance à l'OTAN est toute fraîche, une fraction significative de celle-ci,-comme le montre toute la campagne orchestrée des USA sur les scandales qui touchent la démocratie chrétienne- voit dans le PCI le rempart le plus solide de l'ordre capitaliste Certes, la présence des PC au gouvernement dans les pays européens, de l'Italie à l'Espagne, peut représenter une menace de formation d'un "bloc" politique entre l'URSS et les USA : la doctrine américaineSonnerfeldt vient de rappeler que les blocs sont définitivement constitués depuis Yalta Mais, face au DANGER PROLETARIEN, c'est comme un seul corps qui tend de plus en plus à réagir le capital mondial : l'essentiel devient de plus en plus, moins ses intérêts immédiats qui déterminent toute sa politique au niveau international, que le problème de la survie d'un système dont le PC et les gauchistes sont le dernier rempart.

les mystifications antiprolétariennes

Face à toutes ces manoeuvres du capital, le prolétariat italien ne peut compter que sur sa conscience et son autonomie de classe. Pour le dévoyer de sa lutte, et parce que la capacité du PC de mystifier le prolétariat est limitée par sa venue au pouvoir comme parti de "tout le peuple", de "toute la nation", les manoeuvres gauchistes qui se présentent sous une coloration plus"ouvrière" prennent aujourd'hui de plus en plus de place. Sur la décomposition de la société fleurit tout le fumier gauchiste Que ce soit en organisant des manifestations de femmes, en lançant des comités de chômeurs, en préconisant "l'autoréduction" et l'occupation des maisons, toute la tactique des gauchistes a pour but d'enfermer le prolétariat dans des problèmes de "femmes", "chômeurs", alors que de plus en plus, se pose directement le VRAI problème de l'affrontement de l'ensemble du prolétariat contre l'Etat.

Aujourd'hui, les "extraparlementaires" (A.Oet PdUP, Lotta Continua) soutiennent de toutes leurs forces le PCI et s'apprêtent à aller au parlement, font la police avec la CGIL dans les usines au nom de la protection de"l'outil de travail"contre les "provocations". La dénonciation des révolutionnaires doit être dirigée aujourd'hui contre les formes "plus radicales" des mystifications bourgeoises, ultimes dévoiements des fractions les plus combatives du prolétariat, les groupes de l'"autonomie ouvrière" et de "la lutte armée"qui tendent à prendre avec un langage"plus dur" la place à gauche du PC laissée vacante par les "extraparlementaires". Ces groupes politiques -qui n'ont rien à voir avec l'apparition authentique de noyaux politiques dans la classe- tentent de dévier les luttes sur le terrain du "réformisme" : "autoréduction" "refus du travail","réappropriation de la qualité de la vie", "salaire politique" (sic), le tout enveloppé dans un langage "radical" d'appel à la "guerre de classe" et à "la violence de classe". (cf. Rosso, n°7).

Quant aux groupes terroristes (BR, NAP)°, quand ils ne sont pas des groupes politiques à coloration tiers-mondiste et populiste, ils ne font que détourner la révolte de jeunesprolétaires qui, en croyant lutter pour le communisme, se fourvoient dans une voie sans issue, alors qu'aujourd'hui, la question qui se pose au prolétariat est l'unification de ses luttes, la constitution d'un pôle révolutionnaire prolétarien, pour demain mener comme classe organisée, et non individuellement, la lutte armée jusqu'à l'anéantissement du capital.

Aujourd'hui, en Italie comme en Espagne, comme partout où le prolétariat ressurgit sur la scène de l'histoire, cherchant à tâtons ses formes d'organisation autonome dans la lutte, "le devoir des communistes n'est pas la constitution de noyaux d'acier qui déclarent la guerre à quiconque, mais un travail capillaire de cristallisation de la prise de conscience, de rupture avec les mystifications que le capital porte en avant, de consolidation des expériences se dégageant des dernières luttes ouvrières..."

Aujourd'hui comme demain "nous sommes avec les ouvriers du Nord, de Turin à Marghera, de Milan à Gênes, avec les chômeurs du Sud, avec "la masse de milliers de jeunes sans emploi" où "pêche l'extrêmisme de toute forme",-comme dit le bonze Lama- avec leurs luttes et dans leurs luttes, pour faire entendre notre voix, encore faible, mais forte de 150 années de lutte de classe, forte de l'expérience de milliers et de milliers de prolétaires, une voix que la classe devra faire sienne si elle veut en finir avec la barbarie capitaliste". (Rivoluzione Internazionale, n°4, section italienne du CCI).

CHARDIN

réunions ouvertes

REVOLUTION INTERNATIONALE organise régulièrement des réunions ouvertes et des permanences à Paris et dans plusieurs villes de province : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Marseille, Rouen, Toulouse, Auxerre.

La prochaine réunion ouverte de la section de Paris aura lieu le 8 mai à 17 h. au 27, avenue de Choisy (salle verte, premier étage) Paris 13ème sur le thème de "l'autogestion". La suivante aura lieu le 12 juin, au même endroit. Des permanences ont lieu tous les samedis (sauf le 5 juin) à 17 h. au même endroit.

Pour tous renseignements sur les réunions ouvertes et les permanences des sections de province, écrire à : RI, BP 219, 75827 - Paris Cedex 17.

publications du cci

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNACIONALISMO (Venezuela)
Ecrire à l'adresse de RI.

INTERNATIONALISM (U.S.A.)
P.O. Box 961
Manhattanville Station
365, West 125 St.

INTERNATIONALISME (Belgique)
210 Amerikalei
2000 Antwerpen

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE (Italie)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Sandro Saggioro
Casella Postale 85/6
35 100 Padova

WORLD REVOLUTION (Grande-Bretagne)
Ecrire à l'adresse comme suit :
Box 56 197,King's Cross Road
London WC 1

DONGES, CLERIEUX, LAPUA... LES CRIMES DU CAPITAL

Que messieurs les législateurs et autres inspecteurs du travail nous expliquent un peu pourquoi le système de règles de sécurité introduit à des secteurs toujours nouveaux, aussi bien directement qu'indirectement productifs, est emporté comme s'il s'agissait d'une avalanche !

A l'origine, pendant la période manufacturière, le capitalisme se fiait aux instincts de survie pour limiter les accidents de la main-d'oeuvre. On était loin de l'organisation scientifique du travail de Taylor! Par inexpérience, la jeune classe dominante ne comprenait pas ce qui pouvait être fait pour obtenir un meilleur profit de la force de travail. Depuis, sous l'oeil attendri du démocrate petit-bourgeois, elle a beaucoup légiféré, énormément codifié, pour subordonner plus complètement l'ouvrier à la machine.

Ce n'est pas seulement par le chômage que les rapports de production capitalistes sont devenus une entrave aux possibilités objectivement offertes à l'humanité. Produits de l'anarchie capitaliste, aujourd'hui, les accidents du travail blessent, mutilent et tuent tout aussi impitoyablement les soldats de l'armée industrielle qu'aux premiers temps de l'accumulation primitive. Un accident du travail toutes les 6 secondes, 1 mort chaque heure. En France, pour l'année 73, sans parler des 1 629 morts en trajet, on a eu 2 242 morts.

Cette sinistre trouvaille lui permettant d'arracher davantage de plus-value est devenue une véritable science, avec ses professeurs, ses praticiens des comités d'hygiène et de sécurité et sa multitude de cobayes ouvriers : l'ergonomie. Elle est pure mystification en ce sens qu'elle voit le jour sous le règne de l'économie politique et se présente comme un allègement du fardeau du travail. L'introduction dans les usines de tout nouveau procédé pour décupler la puissance du travail collectif rend celui-ci encore plus oppressif quand c'est la bourgeoisie qui détient le pouvoir politique. Conformément à la nature de la production capitaliste, le caractère despotique du travail va s'accroître et l'énonciation de cette loi faire suffoquer d'indignation notre vertueux ergonome en fonction de sa nature de ... philistin.

La classe a enregistré à son actif les exploits de l'accumulation, cette classe que Marx a dénoncé comme "gâcheuse d'hommes et de travail vivant et gaspilleuse non seulement de la chair et du sang, mais encore des nerfs et du cerveau" se montre soucieuse d'"économie", de "lutte contre le gaspillage". Tous ces charlatans se disposent en ligne de combat pour placer l'année 1976 sous les auspices de la "revalorisation du travail manuel". Elle n'en est que plus répugnante dans ce dernier acte de son rôle.

Quand on parcourt l'histoire du capitalisme, on y voit une longue série d'hécatombes survenant dans les abattoirs de la production. Sous Staline, les cadavres d'ouvriers astreints aux travaux forcés du canal de la mer Blanche furent bien plus nombreux que ceux qui étaient tombés victimes de la fièvre jaune en perçant l'isthme de Suez. Du coup de grisou dans les fosses de Courrières ce début de siècle, aux récentes explosions de Donges et Clérieux en France, de l'usine de munitions de Lapua au centre de la Finlande, le capitalisme a été le fossoyeur de la santé et de la vie de millions d'hommes.

Chaque fois, la bourgeoisie place les catastrophes sous le signe de l'"impondérable". Elle, elle achète la force de travail et les ouvriers doivent lui être reconnaissants de cette générosité d'âme. Ce n'est pas son affaire si la nature -théorie qu'elle aime à faire passer pour une loi immanente- veut opposer la rançon du progrès aux hommes qui la transforment et se transforment en la fouaillant sans retenue.

Alors, des commissions de sagaces experts seront désignées pour déterminer les causes de l'accident. Des télégrammes aussi hypocrites que laconiques parviendront aux familles des victimes pour qui les syndicats réclameront de fortes indemnités car l'"impéritie de la hiérarchie" aura oublié que "l'homme est le capital le plus précieux" (Staline). L'Etat, pour bien montrer qu'il se situe, paternel arbitre, au-dessus des classes, se fera représenter officiellement aux obsèques des victimes par M. le Préfet ou un quelconque sous-ordre. Parfois, comme à Béthune, il ira jusqu'à placer sous mandat de dépôt le directeur de l'usine ; comme à Reims, il frappera d'une kyrielle d'amendes l'entreprise de travaux publics pour "inobservance des règles élémentaires de sécurité". N'est-ce pas que les brasseurs d'affaires ont désormais trouvé sur leur chemin un terrible gendarme ; que le "socialisme d'Etat" est en marche sur la terre ?

Sur le sommet le plus élevé de cette chaîne d'infâmie, accrochant un nouvel argument à leur réactionnaire campagne contre l'"énergie" (sic), dans une infinie mer d'ouate écologique", nombre de gauchistes entonneront l'hymne du retour au "bon sauvage". Enfin, les pacifistes s'empresseront de réclamer la panacée universelle : le désarmement mondial, recommanderont que les engins de guerre soient convertis en socs de charrue.

Dans ce flot de "gémissement douloureux", les négriers, aidés de tous ces larbins noient la rage et le désespoir des travailleurs. A Donges, la raffinerie Antar saura fermer les yeux sur les débrayages de l'après-midi. Parce que, quand demain les sirènes feront parvenir l'appel qui monte des entrailles du monstre capitaliste, les ouvriers se présenteront en bon ordre aux portes de l'enfer. Ils n'y liront pas "Toi qui entres ici, laisse toute espérance", mais les néons lumineux de la raison "sociale" de leur patron.

La "fatalité" n'a pas calciné les corps de toutes les victimes de Donges, de Clérieux et de Lapua. Comme des centaines de milliers qui les ont précédé, ces catastrophes ont eu pour unique origine l'avidité du capitalisme à tirer un maximum de substance du travail vivant. Particulièrement aujourd'hui, la crise agit comme une pierre à aiguiser la boulimie des capitalistes rivalisant à réduire le prix de revient à son minimum.

L'Etat et messieurs les bénévoles enquêteurs gauchistes peuvent trouver un coupable pénal à livrer au dieu tutélaire de la Justice. Mais, d'autres accidents, sur lesquels la société jettera le voile pudique de la "défaillance humaine" surviendront. Inexorablement, massivement, parce qu'ils ne sont pas imputables à tel ou tel individu, mais à l'anatomie économique de la société.

Donges, Clérieux et Lapua ne sont que quelques uns des actes de vampirisme de la bourgeoisie en crise. Maintenant que le sang des travailleurs rejaillit à la une des journaux, le prolétariat est placé devant la question de son existence même. Un système social qui entraîne régulièrement dans son procès productif mort d'homme, qui, pour guérir de ses boursouflures réclame la transfusion de sang complète de la guerre mondiale, ce système-là, doit disparaître. L'abattre et reconstruire la société sur des bases radicalement nouvelles, voilà la grande tâche qui revient au prolétariat.

R.C.

ESPAGNE : RIEN N'EST RESOLU

L'extraordinaire vague de grèves qui a secoué l'Espagne pendant plus de deux mois s'achève sans qu'aucun des problèmes qui l'ont provoqué n'ait été résolu. La classe ouvrière mesure dans l'amertume de ses défaites et le sang de ses morts l'insuffisance des gestes les plus hardis dont elle fut capable, le poids terrible de ses illusions dans les forces soi-disant "démocratiques" du capital et l'immensité du chemin qu'il lui reste à parcourir.

Cependant, des grèves, plus ou moins isolées, plus ou moins puissantes, continuent ou reprennent ici et là, rappelant à qui se ferait des illusions sur une éventuelle passivité de la classe révolutionnaire, que l'actuelle baisse des luttes n'est qu'un répit relatif et momentané.

L'insuffisance des mesures "libérales" du gouvernement a été violemment mise à nu et les divisions de l'appareil politique de la bourgeoisie espagnole deviennent plus apparentes que jamais. La "Coordinacion Democratica", ramassis de presque tout ce qu'elle compte d'"anti-franquistes" s'est précipitamment formée pour tenter d'accélérer l'inévitable réadaptation de l'appareil de maintien de l'ordre du capital rendue impérieuse par la puissance de la menace prolétarienne. Signe inéquivoque de la gravité de la situation, les "gauchistes" sont cordialement invités à y participer en collaborateurs sérieux.

Ces derniers temps, la crédibilité du gouvernement a été très fortement ébranlée. Qui peut encore croire aux réformettes à petits pas quand les "tensions sociales" sont si fortes ? En février-mars, l'équipe Arias-Fraga a retrouvé la manière forte avec les ouvriers (Elda, Tarragona, Vitoria) et a redonné les "explications" officielles les plus éculées (l'affaire de Vitoria serait le fait de la ... CGT française !!!) Mais Fraga sait très bien qu'avec la manière forte il ne fait que creuser plus vite la tombe de sa "réforme". Le gouvernement est dans l'incohérence totale. Il va essayer de colmater les brèches, de redresser sa crédibilité auprès de la bourgeoisie avec un référendum qui n'arrangera rien, mais qui confirmera la "forme monarchique" de l'Etat. Juan Carlos serait, en fin de compte, la seule concrétisation visible d'un Etat en dangereux manque d'institutions. Cela, même la gauche l'a compris, en mettant une sourdine à tout rappel "républicaniste", en affirmant que la monarchie, même d'origine franquiste, pourrait être la forme de l'Etat si elle était "voulue" par les espagnols.

Mais, c'est évident, par les temps qui courent, cette forme est très insuffisante. La bourgeoisie espagnole a besoin d'"institutions démocratiques" pour "stabiliser" le pays (comme disent les démocrates), pour éviter la "portugalisation" de l'Espagne, pour bâillonner la classe ouvrière (ce qui est la vraie "portugalisation"). Cela, cependant, ne va pas être si simple...

La peur ne vient pas du côté "ultra", comme on pourrait le croire, mais du côté des "mouvements incontrôlés de base". C'est la peur du débordement.

Il est vrai que les "ultras", l'extrême-droite, ont eu le temps de se remettre de la perte de leur "chef". Et ils s'organisent. Ils sortent leurs vieilles armures, leurs "valeurs spirituelles", leur fanatisme suicidaire. Des franquistes "musclés" continuent à occuper des postes importants aussi bien dans l'armée que dans l'appareil d'Etat. Leur double fonction est connue : d'abord, nous savons qu'ils seront toujours là, en attendant leur moment, le moment de jouer de nouveau leur rôle De plus, ils servent d'épouvantail permanent. Leur présence justifie tous les appels au calme, à la vigilance contre les "provocations" et "actes irresponsables", à la patience sans fin.

Car le vrai souci des démocrates de la Coordinación est le débordement possible que la dernière avalanche de grèves a mis en évidence. La mise en place de cette "alternative sérieuse" qu'est la Coordinación democrática, sorte de "compromis historique" entre toutes les forces "démocratiques" de la droite de l'"ancien" chef" de la CEDA, Gil Robles, jusqu'aux gauchistes, a été accélérée par les événements de Vitoria, ainsi que l'ont reconnu ses représentants. Par ailleurs, ils tendent une main aux réformistes du gouvernement avec leur "rupture négociée", et cela malgré la réaction de Fraga à la constitution de la coalition.

Le problème primordial de la bourgeoisie de centre et gauche dans son ensemble est de maintenir l'ordre, la paix, de ne pas compromettre le "changement spécifique". Ils veulent même calmer l'agressivité "ultra", en leur reconnaissant le droit "démocratique" à manifester, étant donné que "l'extrême-droite est aussi une expression politique de la société".

oOo

Si, pour la bourgeoisie démocratique, il est fondamental que la transition démocratique se fasse sans que soit ébranlé l'appareil d'Etat, sans heurter ses actuels tenants, sans effaroucher l'armée, sans trop remettre en cause la monarchie ou les engagements internationaux, en clair, sans rien changer tout en faisant semblant de le faire, il lui faut, parallèlement, bien tenir en main la situation du côté ouvrier, et donner l'impression que tout va changer. Pour cela, les gauchistes ont un grand rôle à jouer.

Si, en France, par exemple, le PC continue à lancer des anathèmes contre les gauchistes, en Espagne, le PC de Carrillo les considère comme des gens "sérieux" et "modérés". Car leur rôle sera de plus en plus celui d'être l'aile gauche du PC ou sa variante PSUC. Le PCE, qui, entre les partis staliniens, est de ceux qui sont allés le plus loin dans leur profession de foi démocratique, admet à sa gauche des groupes qui ont le "pestiféré" Trotsky dans leur sanctuaire ou qui, comme le PT (1), continuent à célébrer Staline comme "guide de la révolution": "Même si je n'ai jamais partagé les idées de Trotsky (on s'en doutait), je ne vais pas l'accuser d'être un agent du fascisme", a-t-il déclaré au Monde.

Le PCE a compris que depuis qu'il mène sa politique de pactes, de compromis avec le centre et la droite, et compte tenu des difficultés que l'illégalité entraîne, il pourrait avoir de plus en plus de difficultés pour tenir et contrôler la "base ouvrière".

Ces partis gauchistes qui n'ont, ni la force, ni l'implantation au niveau national du PCE (ou PSUC), mais qui ont dans des points très précis une certaine influence dans les usines, vont devenir le complément précieux et nécessaire de la gauche, la Coordinación democrática.

A côté de ces messieurs de la CD (1), les gauchistes auront le droit de temps à autre, de rappeler à l'opposition qu'elle doit être plus radicale dans la lutte pour les libertés, la démocratie et même la république.

Après les événements de Vitoria, le MCE, le PT et l'ORT (1), dans une déclaration commune, se disaient "contre la désunion et les hésitations bourgeoises" de la Junte et de la Plateforme, "pour une véritable unité des forces démocratiques qui luttent de façon conséquente pour la démocratie contre le fascisme". En résumé, la droite bourgeoise ne lutte pas pour sa démocratie, elle préfère le fascisme ; la gauche a "des hésitations bourgeoises" ; alors, eux, les gauchistes "sérieux", seront là pour rappeler à la gauche son devoir démocratique, son devoir de "bourgeoisie conséquente", pour éviter que des événements comme ceux de Vitoria ne se répètent.

Voilà bien en place les nouveaux sergents de la classe ouvrière, les plus "frais" et les plus radicaux. Il faut reconnaître que, pour les gauchistes du PT, du MCE et même le PC, leur siège dans la CD leur coûte bien plus cher qu'à Gil Roblès, par exemple. Ils reçoivent toutes les foudres de Fraga. La bourgeoisie "démocratique" saura remercier un tel sacrifice.

oOo

Les temps sont durs. La police de Fraga terrorise le pays basque. Recrudescence des luttes entre les divers gangs de la bourgeoisie : les enragés "ultras" contre les social-patriotes de l'ETA qui prétendent parler au nom du prolétariat basque. Les flics matraquent les ouvriers. La gauche essaie de les mettre dans l'impasse de la "rupture". Tout cela dans une situation économique de plus en plus insupportable pour le prolétariat.

Mais il y a du nouveau : la réapparition claire de la vraie alternative révolutionnaire du prolétariat.

T.

(1) PT : parti des travailleurs,
CD : Coordinación Democrática
ORT : Organisation Révolutionnaire des Travailleurs.

L'ARMEE «POPULAIRE» CONTRE LE PROLETARIAT

Dans un premier article, nous avons vu comment avait été orchestrée la confusion sur les manifestations de soldats (RI n°22) ; ensuite, les origines historiques de cette confusion (RI n°23). Enfin, nous allons analyser les bases de la campagne des gauchistes sur les revendications des soldats et dégager les positions de classe du magma où le gauchisme les a enlisées.

Tous les gauchistes étaient d'accord: il y a des victimes à soutenir, des revendications à soutenir, des organisations à former... mais tous s'accusent mutuellement de ne pas soutenir les soldats efficacement, ou de mal les soutenir. Tous se retranchent derrière les revendications avancées pour ne pas avoir à préciser de qui elles viennent et quelle serait cette nouvelle classe ni ouvrière, ni bourgeoise qui les formule. Derrière les soutiens diversement critiques et critiqués, derrière les considérations tactiques et démagogiques, derrière le refus de poser la question : qui revendique ?"se cache celui d'y répondre...

Soldats et classe ouvrière

Soutenant les revendications des mouvements de soldats : contre la répression, pour l'assouplissement de la discipline, pour le droit à l'organisation des soldats, pour de meilleures conditions de vie, les gauchistes refusent de se demander qui les formule... et gardent ainsi leur "bonne conscience".

En effet, en ce qui concerne la répression par exemple, poser la question qui est la victime serait déjà y répondre : soutenir les victimes de la répression, c'est d'abord soutenir les causes qu'elles défendent. Or, les gauchistes ont fait abstraction de ce critère au nom de la "solidarité" à la victime individuelle. Refusant le fait que la solidarité individuelle tourne le dos à la solidarité de classe quand elle se fait au nom du citoyen brimé dans ses droits, le PCI reproche à la gauche officielle par exemple d'avoir laissé tomber les militants qui avaient repris ses propres mots d'ordre. Par son refus de prendre une position politique de classe, par son soutien à la violence, à l'action, le PCI a très certainement fait preuve de "virilité révolutionnaire", mais il a vidé en même temps l'action révolutionnaire de son contenu ; à moins que l'utilisation de la violence par n'importe quel mouvement fasse de celui-ci un mouvement prolétarien.

Pour les gauchistes, les soldats réprimés sont doublement victimes : victimes à la caserne d'un "terrorisme disciplinaire" (PCI dixit), victimes dans la rue de la répression civile et militaire. C'est sans doute une raison pour les soutenir doublement. A confondre oppression et exploitation, les gauchistes ont pu prétendre que le soldat est exploité du seul fait du"terrorisme disciplinaire" ; autant expliquer les rapports de production par le "despotisme d'usine" Or, on ne peut expliquer les rapports de production par de simples rapports hiérarchiques, à moins de croire qu'il suffirait de rapports humains harmonieux pour que l'exploitation soit abolie. L'oppression du soldat à la caserne serait, pour tout bon gauchiste, le prolongement de son exploitation à l'usine. Donc, le soldat serait exploité, tout comme l'ouvrier. Ce qui revient à dire que tout opprimé est exploité... Dans ce cas, on pourrait dire que le capitaliste lui-même, opprimé par la dureté de la crise issue des contradictions du système lui-même, est aussi exploité que l'ouvrier..

La conception marxiste de la classe ouvrière se refuse à la comprendre comme une somme d'individus, d'êtres humains, mais part toujours du fait que son homogénéité a ses bases dans les rapports de production. Les gauchistes, eux, partent du fait qu'il y a des ouvriers dans l'armée pour aboutir à l'idée absurde que l'armée, à l'exception de la hiérarchie, est une partie de la classe ouvrière. Donner à une somme d'individus paysans, fonctionnaires, ouvriers- un rôle historique de classe, c'est refuser le fait que la classe ouvrière n'existe qu'à partir des rapports d'exploitation.En partant de l'idée qu'il y a des ouvriers à l'armée, ils assimilent ensuite la caserne et l'usine : or, l'usine produit des marchandises, extrait de la plus-value du travail de l'ouvrier ; la caserne ne produit rien, ni directement, ni indirectement... à moins que la répression soit un produit comme un autre. Si l'état d'ouvrier en fait un exploité, celui de soldat, malgré les meilleures intentions individuelles, reste celui d'agent de répression de la bourgeoisie...

La définition des gauchistes du travailleur en uniforme se réfère à la fois à une réalité passée bien particulière -celle de la 1ère guerre mondiale où l'armée était au coeur des conflits nés des rapports de production- et à une situation individuelle passée de certains soldats -ouvrier dans le passé, ouvrier ou chômeur dans l'avenir. La composition sociologique de l'armée, la contrainte sous laquelle les ouvriers y sont embrigadés, ne change rien à la fonction de l'armée. Le cacher au nom du soutien aux victimes de la répression ou du soutien à des revendications, c'est entraîner la classe ouvrière dans une impasse ; c'est faire de la tactique un principe, lorsque le respect des principes est taxé d'immobilisme et d'attentisme.

Soutenir des revendications?

Les gauchistes sont tous d'accord : il faut soutenir les soldats parce qu'ils revendiquent...-tout comme les ouvriers, pour de meilleures conditions de vie. Là où ils se font, semble-t-il, les pires reproches, toujours fraternels bien sûr, c'est sur la manière de présenter ce soutien aux revendications mais non sur le contenu de ces revendications.

Ainsi, LO reproche très vivement à la LCR de présenter des revendications "réformistes" comme des revendications "révolutionnaires" (<u>Lutte de Classe</u>, n°26). Le PCI reproche lui aussi très vivement à certains comités gauchistes de faire découler les revendications de soldats des droits du citoyen au lieu de les faire découler de la lutte de classe (dans les casernes !). Pour le PCI, il ne faut pas demander le droit d'expression des soldats au nom du droit des citoyens mais au nom d'une conquête des ouvriers en uniforme dans l'armée. Et il trouve tout naturellement dans les revendications des soldats un contenu potentiellement antimilitariste, à condition qu'on donne à ces revendications des intentions révolutionnaires. Pour lui, si l'antimilitarisme"n'est pas la condition pour lutter pour la solde égale au SMIC ou pour le droit d'organisation des soldats, ... il doit devenir le résultat d'une lutte sur ces objectifs qui serait menée d'une façon sérieuse" (<u>Le Prolétaire</u>, n°213).Donc, l'antimilitarisme ne découle pas des rapports de production et n'est pas un moment dans la destruction de ces rapports, mais il est déjà contenu dans des revendications pour améliorer la condition du soldat,et la condition de son efficacité, c'est le sérieux. Il fallait y penser !

Si les revendications ouvrières peuvent s'intégrer et participer au processus de la révolution, ce n'est pas par les revendications elles-mêmes, ni parce que le capitalisme ne peut pas les satisfaire. C'est d'abord parce que ces revendications sont avancées par la classe ouvrière et que la classe ouvrière porte en elle-même la destruction des rapports qui font surgir ces revendications. Les soldats, eux, peuvent revendiquer de meilleures conditions d'hygiène et de nourriture sans remettre en cause les fondements de la société.Les soldats ne sont pas au centre des rapports de production, la destruction de ces rapports ne dépend donc pas d'eux, mais de la seule classe qui en tient les bases et qui peut les détruire.

Dans ce processus, gauchistes comme PCI ont gardé le superficiel : les revendications elles-mêmes, en oubliant l'essentiel : les fondements et les buts de celles-ci. Reconnaître que la classe ouvrière détient SEULE les moyens de les détruire, c'est aussi reconnaître qu'il ne peut pas y avoir de revendications participant du même processus de la part d'autres couches de la société,-même avec les "meilleures" origines sociales, même avec l'utilisation des formes d'action les plus violentes contre le pouvoir. Quant à nous, au panache des actions don-quichottesques, nous préférons le respect aux principes historiques que beaucoup ont dû laisser dans leurs archives pour rattraper les masses.

L'autonomie comme forme organisationnelle

Le soutien aux "droits à l'organisation" des soldats fait aussi l'unanimité des gauchistes ; mais, comme pour les revendications "économiques", là où ils se voient des divergences qu'ils considèrent comme extrêmement importantes, ce n'est pas dans le fait de demander une organisation des soldats en tant que soldats, c'est uniquement sur la forme que devrait avoir cette organisation ; chaque fraction gauchiste reproche alors -toujours fraternellement- aux autres de ne pas assez défendre l'autonomie dans l'organisation des soldats.

Pour la gauche officielle, dont la CFDT s'est montrée l'aile la plus "extrêmiste", c'est d'autonomie nationale qu'il s'agit, d'autonomie du citoyen dans ses droits "imprescriptibles" : le soldat est citoyen et travailleur au service de la défense nationale. Les trotskystes, eux, font appel à la gauche pour organiser les soldats sans la hiérarchie : "Il n'est pas question de construire une organisation syndicale qui ne serait pas reconnue par les confédérations ouvrières. Nous ne sommes pas pour la constitution de syndicats rouges autonomes dans la classe ouvrière. Ce n'est pas pour en construire dans l'armée" (<u>Inprécor</u> du 25/2/1975). Le PCI reproche aux trotskystes, et en particulier à la LCR, de rechercher le soutien des directions syndicales dites "opportunistes". En trotskyste honteux, il fait appel aux "révolutionnaires sincères" (sic) pour "ne pas se contenter d'exiger dans les syndicats dirigés par les réformistes une solidarité formelle et tardive avec les inculpés mais à demander là où c'est possible des explications pour que les réformistes soient contraints de dévoiler devant les ouvriers sincères (resic !) la portée réelle de leur changement d'attitude" (<u>Le Prolétaire</u>, n° 213).

La surenchère sur la forme de l'autonomie : associations, comités, syndicats, délégués d'assemblées générales... évite toujours de préciser comment se définit cette autonomie, par rapport à quelle classe... Pour la gauche, autonomie par rapport aux autres pays et aux autres citoyens ; pour les trotskystes, autonomie par rapport à la hiérarchie militaire ; pour le PCI, autonomie par rapport à la gauche officielle et aux directions syndicales. Sous prétexte que la division se fait entre le travailleur à l'usine et le travailleur à la caserne, on prend le mode d'organisation spécifique de la classe : l'autonomie, et on l'applique à une autre couche : les soldats. Or, ce n'est pas l'autonomie qui est un gage de lutte révolutionnaire, c'est le but de classe qu'elle sert qui fait de cette forme d'organisation une forme révolutionnaire. Enlever à cette forme son contenu de classe, c'est se placer dans un camp qui n'est pas celui du prolétariat. Et reprocher à la CFDT par exemple de vouloir défendre le soldat en tant que citoyen, c'est lui reprocher, en fait, de ne pas mystifier suffisamment le prolétariat.

Moment et conséquences de l'organisation des soldats

Si, en France, la formation des comités de soldats est surtout apparue comme une diversion face aux luttes ouvrières du moment, ou comme une simple manifestation de la révolte du soldat, l'apparition des Soldats Unis Vaincront au Portugal est beaucoup plus significative de la séparation entre ces mouvements périphériques et la lutte declasse

Les SUV ne sont pas nés pendant la montée des luttes au Portugal, mais, au contraire, d'une manière purement volontariste, en septembre 1975. Ils se définissent d'ailleurs eux-mêmes comme un "front unitaire anti-capitaliste et anti-impérialiste qui surgit au moment où la réaction fasciste (sic) s'organise à nouveau, utilisant ainsi les hésitations et les divisions introduites parmi les travailleurs"...(manifeste de des SUV, <u>Inprécor</u> n°35). Ainsi, l'organisation des soldats -autonome, elle, du MFA- n'apparaît pas PARCE QUE la montée de la lutte de classe l'entraîne dans son sillage, mais POUR déclencher la lutte de classe qui bat en retraite: "...Par son existence spectaculaire (le mouvement des soldats) peut faciliter une nouvelle montée ouvrière" (<u>Inprécor</u> n°35). Ainsi, ce n'est pas la lutte de classe qui peut seule impulser la destruction du système capitaliste, cette destruction peut partir de n'importe où: la caserne, les vignes, etc. A partir de ce moment, tout est possible, et n'importe quand, et on doit alors attribuer à la bourgeoisie une certaine volonté d'auto-destruction. Quant aux trotskystes de LO, lorsque viendra, au Portugal, le moment du retour aux casernes et du désarmement des soldats, ils seront les premiers à faire appel à l'esprit de responsabilité des révolutionnaires : "Avec le développement évident du courant révolutionnaire et de l'organisation autonome des soldats et des travailleurs, la situation est favorable aux révolutionnaires portugais. A eux de ne pas la gâcher" par une "politique ultra-gauchiste" (<u>LO</u> du 25/10/75).

Cet appel à la prudence est la conséquence logique de l'appel à la formation ou au soutien de comités de soldats : il signifie qu'il y a, au Portugal, des acquis prolétariens à défendre et, parmi ces"acquis", des acquis organisationnels dans l'armée par exemple, pour y préparer les conditions de sa destruction... Il s'agit, pour les gauchistes en général, de demander la plus grande démocratisation possible dans le capitalisme et dans ses organes, soit en soutenant des fractions démocratiques contre des fractions rétrogrades (comme en Espagne ou en Italie), soit en formant des comités de soldats prêts à conquérir l'armée le moment venu, à la pousser dans le camp de la révolution.

En Espagne, les gauchistes soutiennent l'Union Militaire Démocratique qui, même réprimée par le gouvernement actuel, se présente comme un mouvement de "militaires exemplaires" au "service du peuple" (cf. <u>Rouge</u> n°320). En Italie, le Mouvement des Sous-Officiers Démocratiques a surtout visé, lui aussi, à rénover un règlement hérité de Mussolini. Si on considère un gouvernement de gauche comme un progrès vers le communisme, on est amené à défendre ces fractions démocratiques qui n'ont d'autre but que de rendre efficace une armée anachronique.

Pour les gauchistes, il s'agit de demander à la gauche de prendre des mesures de plus en plus démocratiques et de se construire ainsi des"acquis" pour le socialisme. S'il suffisait, pour arriver au socialisme, de conquérir,par des mesures de plus en plus démocratiques et par l'action de comités "progressistes", tous les terrains où se manifeste le capitalisme : usine par usine, caserne par caserne, université par université, alors, assurément, la gauche officielle serait le meilleur soutien du socialisme. Car, en effet, lorsqu'il s'agit d'amener la classe ouvrière sur les terrains de l'usine, de l'université,. . il n'y a pas meilleur technicien que la fraction de gauche de la bourgeoisie. En effet, ce que les gauchistes veulent créer, ou amener à créer, la bourgeoisie l'a déjà créé elle-même dans d'autres pays pour humaniser l'armée, la rendre efficace par une rénovation que certains considèrent comme "progressiste".

En Allemagne des "hommes de confiance" élus par les soldats font la liaison entre les soldats et la hiérarchie militaire ; on a pu entendre le commissaire à la défense actuel déplorer que "les soldats manifestent de moins en moins d'esprit critique"(Le Monde, 12/12/75). En Belgique, en Finlande, en Norvège, en Suède existent des structures de participation,à des degrés divers, des soldats à l'amélioration de leurs conditions de vie. Aux Pays-Bas, le modèle de "démocratie militaire", le syndicat V.V.D.M. (association des militaires appelés) a été créé et légalisé depuis 1966 et appuyé dès le départ par les officiers. Un autre syndicat, plus gauchiste, la Ligue des Militaires Appelés, pousse l'extrêmisme jusqu'à demander le retrait des troupes de l'OTAN et à affirmer son antimilitarisme. Cela n'empêche pas l'Etat-Major de considérer son armée comme parfaitement efficace : "Evidemment, quand ils observent nos soldats, certains militaires étrangers sont choqués par ces bandes de jeunes gens hirsutes, mais, personnellement, j'ai l'impression que maintenant, ils travaillent mieux et qu'ils sont plus motivés que par le passé" (un officier supérieur de l'armée néerlandaise, <u>le Monde</u> du 12/2/1975).

Ce que les gauchistes proposent aux soldats, c'est de rendre l'armée efficace, "démocratique", vivable enfin... et prête à jouer son rôle de répression contre la classe. LA CLASSE OUVRIERE EST SEULE POUR S'ORGANISER, SEULE POUR S'ARMER CONTRE LE SYSTEME CAPITALISTE TOUT ENTIER. PRETENDRE LE CONTRAIRE, C'EST LA DESARMER POLITIQUEMENT.

N. M.

Diffusé par les NMPP

CHINE

DIVISIONS DE LA BOURGEOISIE ET MENACE DU PROLETARIAT

La bourgeoisie chinoise se trouve aujourd'hui confrontée à de nouvelles secousses (cf. article dans RI n°24), dont l'ampleur dépasse celle des nombreuses crises qu'a traversées le capital chinois dans ses tentatives de se tailler une place sur le marché mondial. Aujourd'hui, c'est l'effondrement mondial de l'économie qui frappe brutalement la Chine, et tous les facteurs de la crise s'en trouvent aiguisés. Face à une telle situation, rien d'étonnant à ce que la bourgeoisie chinoise se divise sur les solutions à apporter au mal.

le débat sur les alliances

Quand il s'agit de donner un coup de frein à un cinquième plan mirobolant, qui devait"porter la Chine au rang de superpuissance", de surveiller plus étroitement des échanges extérieurs catastrophiques, et de réajuster sans cesse les alliances avec les différents "partenaires commerciaux", dans un contexte de crise généralisée, il est naturel que les conflits deviennent plus aigus au sein de la bourgeoisie. Pour l'instant cependant, comme l'a déclaré le nouveau premier ministre Hua Kuo Feng, "la politique extérieure n'est pas remise en cause par les récents changements au sein de l'Etat". Aucune des deux tendances qui se sont exprimées au sein de l'Etat ne semble, de toutes façons, avoir remis en cause la dépendance de la Chine vis-à-vis du bloc occidental. Cependant, des insinuations ont été faites contre la tendance "modérée", soupçonnée de tendances prosoviétiques, et l'URSS se serait prononcée en faveur de cette dernière parce qu'elle "aurait compris que les intérêts de Pékin passent par une coopération avec l'URSS" (agence Tass). De même, les deux fractions se sont opposées sur le dosage des échanges extérieurs : faut-il retourner à un relatif renfermement ("radicaux") ou au contraire porter l'effort sur le développement des échanges extérieurs et donc développer la dépendance vis-à-vis d'autres puissances ("modérés") ?

De tels conflits peuvent mener à des affrontements entre les fractions de la bourgeoisie, et même à l'éviction violente d'une tendance. Mais dans la période actuelle, pour pouvoir débattre d'une quelconque politique à mener sur le plan extérieur, pour pouvoir appliquer la solution la plus favorable au capital chinois, la bourgeoisie doit résoudre une autre question : si la Chine veut essayer de se refermer, il faudra imposer aux travailleurs des restrictions draconiennes. Si elle veut contacter des alliances, quelles qu'elles soient, trouver des acheteurs, ce sont les mêmes sacrifices qu'il faudra imposer à la classe ouvrière, parce que son atout sur le marché mondial pour la rendre compétitive, c'est d'avoir une main-d'oeuvre bon marché, et parce que, pour obtenir des investissements extérieurs, il faut une économie qui marche, donc l'ordre dans la nation. Des deux côtés, le problème qui se pose pour prendre des mesures face à la crise, c'est de parvenir à renforcer l'exploitation des travailleurs.

la classe ouvrière au centre du débat

C'est ce qui explique que le débat ait été porté dans la rue. La bourgeoisie chinoise a très bien su, quand il le fallait, régler ses problèmes au sein de l'appareil d'Etat. Les campagnes portaient alors sur "Confucius", etc. Si le débat est aujourd'hui "porté à la connaissance des masses", c'est parce qu'il est plus aigu peut-être, mais surtout parce qu'il s'agit de persuader la classe ouvrière qu'elle participe réellement aux décisions de l'Etat, que ce sont ses intérêts qui y sont défendus, pour qu'elle marche dans l'"effort national".

C'est qu'en effet, comme partout ailleurs, c'est la classe ouvrière qui tend à devenir en Chine la principale préoccupation de la bourgeoisie : on ne parle plus guère par exemple du paysan chinois, sujet de prédilection de la presse bourgeoise. C'est de la classe ouvrière, située au coeur des contradictions du système, que vient la menace : une classe ouvrière qui est une des plus concentrée du monde, et dont le niveau de vie est un des plus bas (à peine supérieur à celui de l'Inde). Une classe ouvrière qui a une longue tradition de luttes et d'affrontements avec l'Etat, et qui ne se montre pas prête à accepter aisément les nouveaux sacrifices qu'on veut lui imposer. En 1927, la bourgeoisie avait déjà utilisé des tactiques de "fronts nationaux"... pour ramener la classe ouvrière sur le terrain du capital national. La classe ouvrière avait alors fait l'expérience des conséquences de ces savantes "tactiques" : le massacre. Aujourd'hui, la bourgeoisie va à nouveau renforcer ses efforts pour tenter d'amener la classe ouvrière sur le terrain de l'alliance avec les autres couches de la nation dans un effort commun pour défendre la "continuation d'une "révolution" qui n'a jamais eu de prolétarien que l'écrasement et l'exploitation imposés à la classe ouvrière.

Pour accomplir cette besogne, la bourgeoisie est divisée, non sur le but, mais sur les moyens :

- la tendance dite "modérée" insiste sur la nécessité des"stimulants matériels" pour diviser la classe et lui faire croire à des améliorations possibles, tout en menant grand battage sur la nécessité de rationaliser la production en vue d'un "grand progrès économique" (réintégration des cadres et des techniciens, spécialisation du travail), expliquant aux travailleurs que ces mesures ne sont pas une régression par rapport à la non-division du travail intellectuel-manuel (mythe soigneusement entretenu par la classe dominante), mais au contraire un "moyen de consolider la dictature du prolétariat". Selon cette tendance, la contradiction à laquelle se heurte la Chine actuellement, c'est le décalage entre les rapports de production et les forces productives, mais, ayant mis le marxisme sur la tête pour pouvoir en faire un instrument de domination de classe du capital, ce serait parce qu'il faut que "les forces productives rattrapent les rapports de production socialistes, trop avancés" (sic). Tout ce verbiage pour en aboutir à insister sur le fait que les "contradictions entre classes ne sont pas la contradiction principale" : il faut que toutes les couches s'unissent dans l'effort de production nationale, et surtout, que la classe ouvrière ne se constitue pas en force autonome.
- Quant à la tendance dite "radicale", celle qui fut la grande partisane de l'emploi de la force armée, du matraquage idéologique et de la militarisation du travail, elle ne reconnaît la contradiction entre classes que pour mieux la détourner : il faut à tout prix trouver un bouc émissaire, pour que la classe ouvrière n'identifie pas son véritable ennemi. Elle trouve alors quantité d' d'"ennemis numéro un" : la "droite révisionniste", l'URSS, les "mauvais éléments" infiltrés dans les masses laborieuses, qui mettent en danger l'avenir du pays. Il s'agit de persuader la classe ouvrière, de gré ou de force, qu'il faut se saigner pour la défense de l'économie nationale : "sans idéologie, le progrès économique est vain", répète-t-elle, à longueur d'affiche.

Ce que craint surtout la classe dominante, c'est les débordements, qui, vu la situation explosive, risquent à tous moments de dépasser la campagne soigneusement orchestrée par le parti : les récentes émeutes de Pékin et d'ailleurs ont été l'occasion de réaffirmer les limites dans lesquelles les "révolutionnaires" entendent que se déroule la campagne : pas de violences, pas de constitution de corps indépendants : le parti et l'armée doivent rester à la tête du mouvement : comme le déclarait Wu Teh, chef du PC à Pékin, "de mauvais éléments ont voulu déformer le mouvement de critique contre le vent déviationniste". Ces événements ont été l'occasion de réaffirmer le rôle prépondérant de l'armée, qui a "ramené le calme"

Il ne semble pas aujourd'hui qu'une de des deux fractions soit en mesure de s'imposer réellement, encore moins à long terme. Les mystifications qu'elles avancent devront être réajustées face à la montée croissante des luttes d'une classe ouvrière qui n'acceptera pas facilement de nouvelles restrictions. La Chine rentre dans une période d'instabilité et de crise politique dont elle n'est pas prête de sortir.

des problèmes communs à la bourgeoisie du monde entier

Pour s'en convaincre, il suffit de regarder les réactions de la relève de gauche du capital en France :

(SUITE PAGE 7)

ARGENTINE

UN PUTSCH "MALGRE LUI"

Dans le n° 21 de notre journal, nous disions, dans l'article "Le pourrissement en Argentine, reflet du chaos mondial", que "dans tout autre période, une telle situation aurait depuis longtemps suscité un coup d'Etat militaire ... mais l'armée préfère agir dans les coulisses". On leur a laissé leur chance, mais "les civils" n'ont pas été à la hauteur de la tâche qui leur était demandée : rétablir "l'ordre social". En effet, depuis notre dernier article, en février 76, chaque jour passé n'a fait qu'enfoncer un peu plus la société argentine dans le chaos : l'inflation a atteint 500 % (et non 350 % comme nous l'avions écrit), les assassinats politiques ont continué d'augmenter, les guérillas et les actes terroristes n'ont cessé de sévir. A cela est venu s'ajouter une vague de grèves ouvrières, en riposte au plan d'austérité établi par le ministre de l'économie, touchant un million d'ouvriers -selon la "Vanguardia Espanola" du 23/3/76). C'en était trop pour l'armée, qui, le 24 mars, se décide enfin à se débarrasser de la planche pourrie du gouvernement d'Isabel Peron et assume la tâche d'"assainir le pays", le sortir du gouffre où il s'enfonce de plus en plus.

l'armée argentine

"L'armée, [parce qu'elle] constitue dans les pays faiblement développés le seul corps de l'Etat permettant de structurer une société dont le squelette naturel, son économie, est par trop inconsistant ; [parce que] ses officiers -de par leur situation d'appartenance à la classe dominante et en même temps d'indépendance par rapport au capital possédé de façon individuelle et au capital étranger -sont les seuls capables de comprendre et de faire leurs les intérêts <u>globaux</u> du capital national." (R. I. n°19 dans :"Portugal : Partis et Etat capitalistes")

Comme le Portugal -et bien d'autres pays- l'Argentine est un pays dont l'économie se situe à cheval entre le développement (très fortes concentrations industrielles) et le sous-développement (énorme dépendance par rapport aux capitaux étrangers) ; cela explique l'inexistance d'une bourgeoisie nationale suffisamment puissante et homogène pour pouvoir se payer le luxe d'une démocratie parlementaire qui marche -ou fasse semblant de marcher. Toutes les tentatives faites dans ce sens se sont tout de suite avérées de pitoyables mascarades. En période de crise, le "squelette du pays, l'économie",se disloque, les différentes fractions de la bourgeoisie s'affolent, essaient de tirer à elles la couverture et la nécessité d'un Etat fort, capable de défendre au mieux "les intérêts globaux du capital national" s'impose avec une force redoublée. C'est dans une telle situation que se trouvait l'Argentine au moment du putsch du 24 mars qui n'a, d'ailleurs, étonné personne.

un putsch malgré lui

L'état de décomposition de la société argentine, la multiplication des actes terroristes, les "armées révolutionnaires" qui ne cessent de harceler l'armée régulière, donnaient tout lieu à un putsch "à la Pinochet" ou du style classique "Amérique Latine", avec bains de sang et imposition de la botte dictatoriale sans le moindre complexe. La bourgeoisie aurait quand-même dit merci. Cependant, l'on voit apparaître une armée représentée par un Général Videla, "démocrate convaincu", qui prétend prendre le pouvoir "malgré lui" ; une armée qui s'empresse de communiquer qu'elle est pour le "respect de la fidelité à la démocratie représentative, la justice sociale, la revitalisation des institutions constitutionnelles, la réaffirmation du rôle de contrôle de l'Etat, la défense de la capacité de décision nationale". On voit une armée qui "veut gouverner collectivement", qui ne veut pas être en mauvais termes avec les dirigeants des partis bourgeois classiques, qui a eu, entre autres, deux entretiens avec des dirigeants du P.C.A. ("avec des personnes du PC et non avec le parti en tant que tel, pour respecter le décret de suspension de l'activité" -selon "L'Unità", organe du PC italien, du 20/4/76), une armée qui "si elle a provisoirement suspendu le droit de grève, a invité les patrons à ne prendre aucune mesure arbitraire contre leurs employés" (Le Monde du 31/3/76); bref, c'est une armée qui se veut démocratique.

la lutte de classe

Comme nous le disions dans notre précédent article, l'expérience de lutte et la combativité de la classe ouvrière argentine vont donner du fil à retordre à la bourgeoisie -et les grèves sauvages qui ont précédé le putsch ne l'ont pas démenti.

En effet, si la bourgeoisie argentine, et, avec elle, l'armée, ne craignaient pas les mouvements de révolte des ouvriers argentins (et personne ne nie cette crainte) qui impliquent, ni plus ni moins, l'arrêt de la production (dernière des catastrophes quand le mot d'ordre qui est donné est de "Produire toujours davantage et mettre en valeur les ressources humaines du pays") elle ne chercherait pas à mettre des gants "démocratiques". Depuis longtemps la bourgeoisie a appris -et la bourgeoisie argentine en a elle-même fait l'amère expérience- que d'affronter directement par la violence une classe ouvrière combative, ça ne paie pas (sinon, que l'on se souvienne de l'insurrection de Cordoba). C'est ce qui explique ce phénomène, apparemment contre-nature, d'un putsch militaire "pour la démocratie". Il est à noter que le Parti communiste, qui n'a jamais été bien fort en Argentine -le péronisme servant de substitut- se montre extrêmement compréhensif de ce souci des militaires de ne pas se mettre les ouvriers contre soi, et s'empresse d'affirmer qu'"ils ne peuvent être en désaccord avec un tel énoncé" (les premiers communiqués des militaires) et qu'"il convient d'arriver à un accord national, démocratique, qui puisse servir de fondement à un gouvernement civil et militaire d'ample coalition démocratique". Entre bourreaux de la classe ouvrière, ils ont des chances de s'entendre. Quant à la CGT, syndicat péroniste, seconde colonne vertébrale du pays, ce ne sera pas la première fois qu'elle collaborera avec un gouvernement militaire.

perspectives

Evidemment, entre ce que souhaiterait faire l'armée (qui par ailleurs, est elle-même divisée sur pas mal d'options : quel degré de répression utiliser, faut-il dénationaliser ou non,etc) et ce qu'elle pourra effectivement accomplir, il y a ... la réalité catastrophique -de son point de vue- à laquelle elle a à faire face : qu'épuration et mesures économiques ou pas, la crise sera toujours là, la dislocation continuera, le niveau de vie des travailleurs continuera de baisser, le chômage d'augmenter (personne ne le nie non plus). Et, que les militaires le veuillent ou pas, la principale et la seule force "subversive" de la société argentine sera toujours la classe ouvrière.

Taly

PORTUGAL (SUITE DE LA PREMIERE PAGE)

ces élections et un "Conseil de la Révolution" fortement marqué à droite -et qui va sans doute conserver l'essentiel du pouvoir, l'armée constituant la force politique dominante- qui vont être amenés à affronter une situation économique qui ne cesse de s'enfoncer dans la catastrophe. Ce sont ces forces qui, en particulier,devront imposer une"austérité" brutale à la classe ouvrière.

Aujourd'hui, la bourgeoisie européenne se flatte de la"stabilité recouvrée" du Portugal. Mais, compte tenu du problème pratiquement insoluble qui se pose aujourd'hui au capital portugais -domestiquer la classe ouvrière avec des forces politiques peu populaires en son sein- il est probable que cette bourgeoisie devra bientôt déchanter Avec l'approfondissement de la crise et avec les convulsions qui se préparent dans le grand pays voisin, l'Espagne, la bourgeoisie portugaise va bientôt être replongée dans une crise aiguë,manifestation avancée de celle qui va toucher de plus en plus cette classe à l'échelle mondiale. Elle devra de nouveau faire appel à cette gauche -et particulièrement à la "gauche militaire"- qui s'est montrée, depuis la "révolution des oeillets", si dévouée à ses intérêts et qui, pour le moment, se refait une nouvelle virginité dans l'opposition et même dans les prisons.

C.G.

CHINE

(SUITE DE LA PAGE 6)

- Les maoïstes de l'Humanité Rouge, fidèles au modèle chinois, reprennent les slogans de la fraction "radicale" : lutte contre la "droite", renouveau de la "révolution", etc.

- Le PC, lui, voit l'importance de miser sur la "promotion de la production" dans la "stabilité et l'unité" : "les nostalgiques de la révolution culturelle se heurtent à la dure meule des réalités économiques et sociales" et perçoit que les campagnes trop répétées risquent de "lasser les travailleurs des villes et des campagnes" (Humanité, 10-11/4/76).

- Quant aux trotskystes, ce qu'ils reprochent par dessus tout à la bourgeoisie chinoise, c'est son manque de "démocratie" : il faudrait que "Teng ait la possibilité d'exprimer ce qu'il veut" (LO), que les "masses participent au débat", qu'elles n'aient pas l'impression que l'Etat fait des "secrets de sérail" (Rouge).

Toujours à la pointe quand il s'agit de prendre position pour une des fractions de la bourgeoisie, pour convaincre la classe ouvrière qu'elle a des intérêts à défendre dans ces affrontements bourgeois, et qu'elle ne doit donc en aucun cas s'en "désintéresser", c'est-à-dire identifier ses intérêts propres, les gauchistes tiennent ainsi tout un langage "radical" qui vise à soutenir la fraction "de gauche", qui, quoique "paternaliste", préserve "les acquis de la révolution culturelle" en fait un encadrement renforcé de la classe ouvrière .

Dans toutes ces réactions, ce qui apparaît, c'est que la relève de gauche du capital s'interroge sur les méthodes employées par la bourgeoisie en Chine, ou ailleurs, et en tire des leçons pour être plus apte demain à encadrer une classe ouvrière qui engage à nouveau le combat.

D.T.

REUNION OUVERTE DE LA SECTION DE PARIS

Le 10 avril s'est tenue, à Paris, une réunion publique sur les luttes ouvrières en Espagne. Les principaux points abordés au cours de cette réunion peuvent se résumer ainsi :

1) La vague de grèves de ces derniers mois est l'expression au niveau local de la lutte que la classe ouvrière mondiale intensifie en réaction à l'aggravation de ses conditions de vie que lui impose le capital décadent en crise.

2) Par son ampleur, par les formes d'organisation qui y ont surgi, ce mouvement de grève vient confirmer la force de la classe ouvrière dans ce pays, la plaçant ainsi à l'avant-garde de la lutte révolutionnaire du prolétariat d'Europe.

3) Si ces grèves sont un exemple pour toute la classe ouvrière, elles n'en manifestent pas moins les faiblesses du mouvement prolétarien qui renaît après 50 ans de contre-révolution. Les illusions de la classe ouvrière sur la possibilité d'une victoire réelle sur le terrain économique, sur les fractions de gauche et d'extrême-gauche ont permis à celles-ci de contrôler dans une large mesure le mouvement.

4) Dans la mesure où toute répression frontale de la classe ouvrière s'avère dangereuse (cf. Vitoria), la bourgeoisie espagnole comprend la nécessité de recourir, pour assumer la gestion de la société, à ces mêmes fractions de gauche, qui sont les seules encore capables de "contenir" le flot prolétarien, de le détourner sur le terrain bourgeois au travers des mystifications syndicale démocratique, électorale, anti-fasciste, régionaliste, autogestionnaire...

Par ailleurs, dans le cadre de la discussion sur le rôle des fractions bourgeoises de gauche, une large part a été consacrée à la signification que revêt le tournant "démocratique" du PCF. Après avoir reprécisé les différents points développés dans les numéros précédents du journal, l'accent a été mis sur la fonction spécifique d'encadrement et de mystification de la classe ouvrière de ce parti bourgeois et sur le fait qu'il n'en était ni à son premier, ni à son dernier "tournant".

"POUR": contre l'autonomie ouvrière

La nouvelle année nous apporte une nouvelle revue au titre ronflant : "POUR : l'autonomie ouvrière, l'abolition du salariat". POUR se donne pour tâche de "donner la parole... à ceux qui sont à l'avant-garde de la lutte de classe". L'intention est louable, mais bien vite nous devrons déchanter quand est précisée la signification de cette avant-garde : POUR est destiné "à ceux qui mènent les luttes dans les entreprises, à celles qui mènent la lutte des femmes, aux autonomistes, à ceux qui luttent dans les quartiers,..."
Publié par l'ORA (Organisation Révolutionnaire Anarchiste), dès son premier sommaire il exprime toutes les tares contre-révolutionnaires véhiculées par le mouvement anarchiste à travers des articles sur l'autogestion, les syndicats, les luttes nationalistes et sur l'ultra-gauche. Bien que se voulant un lieu de débat pour une expression politique qui se cherche, POUR exprime déjà une cohérence d'acier : celle de la contre-révolution.

Le mouvement anarchiste dès son origine, alors qu'il était encore une expression de la vie de la classe ouvrière est marqué par un certain nombre de faiblesses :
- son incapacité à appréhender les lois du développement insoluble du mode de production capitaliste, à comprendre le contradiction insoluble du mode de production capitaliste, le contraignent à développer une approche moraliste du problème de l'Etat et une vision de la conscience de classe plus comme un "instinct" de classe que comme une théorie scientifique.
- exprimant essentiellement le poids des couches récemment prolétarisées issues des campagnes ou du secteur de l'artisanat, il porte tout le poids d'une conception localiste qui s'exprime tout d'abord au travers de ses options fédéralistes, incapable d'appréhender le caractère unitaire du prolétariat.
C'est au travers de ces faiblesses originelles du mouvement anarchiste que se sont développées toutes les positions contre-révolutionnaires que nous retrouvons aujourd'hui dans POUR.

"POUR" et l'histoire du mouvement ouvrier

Incapables d'appréhender les lois scientifiques du développement du capital, les anarchistes ne peuvent comprendre ce qui permet de définir le caractère prolétarien d'une organisation. L'histoire du mouvement ouvrier va se résumer à l'affrontement de deux théories : marxisme et anarchisme, courant "autoritaire" et courant "anti-autoritaire", ceux qui expriment le "totalitarisme étatique" et ceux qui expriment le "souffle libertaire" des ouvriers.
C'est au nom de ce principe que Marx et Engels sont condamnés parce qu'ils sont contre les revendications nationales des Tchèques (p.45) : "Marx et Engels... vont jusqu'à la justification de l'impérialisme que leur théorie mécaniciste de l'histoire tend à vider de tout contenu moral". C'est bien d'un point de vue moral que les anarchistes se posent, c'est de ce point de vue qu'ils condamnent les marxistes, la IIème Internationale "autoritaire".
Dans la mesure où ils sont issus de la IIème Internationale, les communistes subissent le même sort car ils véhiculent les idées "centralistes" de Marx.

A un mouvement "marxiste", centraliste, autoritaire qui s'est perdu et pourri au contact de l'Etat, on oppose un courant anarchiste qui a bien fait quelques erreurs, mais qui reste malgré tout relativement pur de toute compromission. Pourtant, comme l'ensemble des organisations social-démocrates, incapable de comprendre, et pour cause, le changement de période qui se produit avec l'entrée du capitalisme dans sa phase de décadence, le mouvement anarchiste dans son immense majorité va passer avec armes et bagages dans le camp des bourreaux du prolétariat, entraînant les travailleurs dans la guerre impérialiste. Lorsque les meilleurs éléments de l'anarchisme prennent une position révolutionnaire, c'est pour rejoindre l'Internationale Communiste (Rosmer, Monatte).

Cette incohérence de l'anarchisme, son orientation fédéraliste, son opposition à la "politique", etc. ont conduit les organisations anarchistes dans le camp de la bourgeoisie comme l'ont démontré les années qui ont suivi l'assaut révolutionnaire du prolétariat. En Espagne, la CNT participe en 36 au gouvernement républicain qui décapite le mouvement ouvrier. Ils participent ensuite à la guerre impérialiste au nom de l'anti-fascisme. Ils sèment des illusions contre-révolutionnaires au sein de la classe ouvrière concernant l'autogestion au sein du marché capitaliste et sur la collectivisation alors que l'Etat bourgeois reste intact.
Le problème est que, en faisant foin du passé du mouvement ouvrier, en cherchant à expliquer cette "situation nouvelle", ces "aliénations nouvelles", en se référant constamment à un courant politique qui, depuis longtemps, n'a plus rien de prolétarien, POUR défend bel et bien des positions politiques et propose en fait une perspective politique mais qui est étrangère à la classe ouvrière.
C'est dans la droite ligne de ce mouvement que se situe POUR. Le problème n'est pas de défendre des positions politiques claires puisque, comme il est écrit dans l'éditorial :
"Un nouveau mouvement de masse très combatif est en train de naître. Il n'a pas de perspectives politiques et se définit dans les luttes". Comme il est écrit ensuite, "la situation est nouvelle", il ne s'agit "pas d'appliquer des schémas pour faire la révolution".
C'est en partant de cette base qu'un des articles de POUR prétend faire une critique de l'"ultra-gauche"(1). L'axe de la critique n'est plus la critique des positions politiques exprimées mais celui du lien de l'ultra-gauche aux luttes que mène la classe. Derrière cette analyse se cache la vision immédiatiste et activiste qui caractérise l'anarchisme ; le lien entre l'organisation des révolutionnaires et la lutte de classe est vue de manière mécanique : c'est parce qu'elle est "privée de prolétariat" que l'"ultra-gauche" est aujourd'hui l'idéologie d'une petite-bourgeoisie avant-gardiste". Si l'on se référait à cette vision, le PCF serait certainement le parti révolutionnaire point "privé de prolétariat" qui fait rêver ces conteurs de niaiseries.
C'est parce qu'ils sont un parti de la contre-révolution que les libertaires ne peuvent appréhender le devenir historique du prolétariat, de là découle la vision immédiatiste d'une activité sans principe. C'est au nom de cette pratique au sein de la classe que l'on abandonne les acquis révolutionnaires que le prolétariat a payé de son sang et que l'on se retrouve à défendre le nationalisme occitan, l'activité syndicale au sein de la CFDT et l'autogestion au sein du marché capitaliste comme le fait POUR. La base de regroupement des révolutionnaires n'est plus une plateforme politique claire qu'il s'agit de défendre, mais une activité immédiate sans principe qu'il s'agit de théoriser.

l'autogestion cheval de bataille de l'anarchisme

Dans de nombreux articles de son sommaire, POUR enfourche un cheval de bataille : l'autogestion. Véritable cheval de Troie du capital au sein de la classe ouvrière, l'autogestion est issue des premières tentatives d'organisation du mouvement ouvrier alors que ses attaches avec les formes artisanales de la production sont encore très fortes. Elle correspond à l'origine à une vision corporatiste et localiste et trouve sa théorisation chez Proudhon et le mouvement mutuelliste. Elle est l'expression de l'immaturité du prolétariat et des conditions de la production à l'aube du capitalisme.
Les anarchistes ne perçoivent pas tant le mode de production capitaliste comme un système d'exploitation que comme un système d'oppression, où la contradiction fondamentale serait le "principe d'autorité" Bakounine exprime très bien cette vision : ce qu'il veut, c'est l'"égalisation des classes". Ce que masque cette vision égalitariste, c'est l'incompréhension de la nature révolutionnaire du prolétariat; selon les anarchistes sont révolutionnaires, tous ceux qui se révoltent contre l'Etat, contre l'autorité; de là découle la fascination pour l'acte exemplaire.
En ce sens, pour les libertaires, le problème de la dictature du prolétariat ne se pose pas. Toutes les tentatives d'organisation autonome de la classe, telle que les conseils ouvriers, ne sont donc pas les instruments de domination d'une classe : le prolétariat, mais des organes de gestion de la production.
Obnubilés par leur "principe d'autorité" ou d'une façon plus moderne par la contradiction "dirigeants-dirigés", nos anti-autoritaires voient dans les échecs de la classe des signes de la tendance à l'autonomie ouvrière : les conseils italiens de 1920 où la classe ouvrière prisonnière de cette conception autogestionnaire ne perçoit pas la nécessité de détruire l'appareil d'Etat bourgeois, et, aujourd'hui l'autogestion en Yougoslavie et en Algérie où nos scribouillards arrivent à percevoir des tendances à l'autonomie ouvrière là où il y a précisément un encadrement efficace du prolétariat au nom de l'autogestion.
Derrière l'autogestion se cache la vision : "bougnat maître chez soi"; l'autogestion défendue par POUR est le digne complément du fédéralisme qui n'arrive même plus à cacher son nationalisme. L'autogestion sera l'arme qu'emploiera la bourgeoisie pour diviser la classe ouvrière, pour éviter que celle-ci n'affronte l'appareil d'Etat, pour l'enfermer dans les usines et la faire s'auto-exploiter, rendant chaque prolétaire concurrent de l'autre au sein d'un marché capitaliste qui ne peut être aboli par la baguette magique d'un métaphysicien libertaire.

En tant que fraction conséquente de l'appareil politique de la bourgeoisie, l'anarchisme se prépare déjà à véhiculer au sein du prolétariat les pires des mystifications : anarcho-syndicalisme, fédéralisme, autogestion, luttes parcellaires, etc. Le mouvement anarchiste, dont POUR et l'ORA sont de tristes fleurons, se prépare à assumer le rôle que le capital lui assigne : dévier les luttes vers des impasses, comme l'autogestion, éviter que le prolétariat affronte et détruise l'appareil d'Etat pour imposer sa dictature. Parions que la classe ouvrière saura s'élever à la hauteur de ses responsabilités historiques et renverra aux poubelles de l'histoire toutes ces scories de la contre-révolution.

J. J.

(1) Terme bien inadéquat, dénomination ambiguë produite par cinquante ans de falsification contre-révolutionnaire sous lequel on regroupe aussi bien les révolutionnaires issus de l'opposition de gauche dans la IIIème Internationale que toutes les scories modernistes et même que l'on applique aux tournants gauchistes de la politique stalinienne.

publications récentes

REVUE INTERNATIONALE N° 5
Premier Congrès du C.C.I.
Présentation du Congrès
Plateforme du C.C.I
Rapport sur la situation internationale
Thèses sur la situation internationale
Pour situer les statuts du C.C.I.

WORLD REVOLUTION N° 6
Spain's pandora box
Anti-fascism (part 2)
Cambodia after 'liberation'
First Congress of the ICC
CWO and the organization question
Bordiguism
Britain - What next ?
Unemployment
General Strike : fifty years on
WR public forums

INTERNATIONALISME N° 4
Editorial
Chômage ou lutte de classe
Lutte du prolétariat en Espagne
Lutte de classe en Belgique
Capitalisme d'Etat
Réunions ouvertes

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE N° 4
La crisi e l'Italia
Spagna : La classe operaia contro tutti
Rivoluzione e controrivoluzione in Italia
Manifesto della Corrente Communista Internazional

INTERNACIONALISMO N° 4
Lucha de clases y mistificación de izquierda en la zona del hierro
Argentina : seis años después de Córdoba
España : Del franquismo a la democracia, la explotación cambia de disfraz
Tésis del C. C. I. - Portugal : Una nueva etapa del ataque de la burguesia
Vietnam : Cual victoria ? - Saludo a Internationalisme

REVOLUTION INTERNATIONALE
B.P. 219
75827 PARIS CEDEX 17

Abonnements et versements à
C. Giné CCP La Source 34 195 33

Abonnements :
1 an (12 numéros)........ 20 F
6 mois (6 numéros) .... 10 F

Abonnements couplés : 12 numéros du journal et 4 numéros de la "Revue Internationale" :
France .... 40 F
Etranger .... 60 F
Hors d'Europe par avion .... 80 F

Directeur de la publication : C. Giné
Numéro de Commission Paritaire : 54 267
Imprimerie : G. Tautin, 9, passage Dieu - Paris 20°

L'ENFER DE LA DECADENCE

Même pour les chroniqueurs les plus sérieux de la situation internationale, "en dernier ressort, la crise au Liban est d'abord un problème intérieur". Combien de fois, depuis le début de la "guerre civile", nous a-t-on perdus dans les dédales du monde politique libanais et des diverses fractions politiques qui s'affrontent ? Les chrétiens et les musulmans, les progressistes et les réactionnaires, les Palestiniens et les Syriens, les sionistes, les impérialistes, les confessionalistes et les laïcs et, au sein de chacune de ces catégories, les multiples tendances constituées : les maronites, l'OLP, le FDPLP, l'OACL, le PCL, sans oublier les "pilleurs incontrôlés", etc.

En fait la guerre au Liban est une manifestation de la guerre impérialiste que se livrent à outrance les deux grands blocs rivaux qui se partagent le monde en zones d'influence dominées par les USA et l'URSS. Continuation de ce qui s'est passé au Vietnam et au Cambodge, au Moyen-Orient en 1967 et 1973, en Angola, moment d'une lutte qui prend corps également au Sahara ex-espagnol, ce conflit meurtrier tisse une maille de plus, sur fond de crise mondiale, au catafalque sanglant de la "solution" capitaliste à cette crise : la destruction généralisée des hommes et des forces productives.

un conflit international

Les hypocrites appels à la paix et au cessez-le-feu ne peuvent masquer l'accord tacite de toutes les grandes puissances (USA, URSS, Grande-Bretagne, France) et de tous les Etats (pays "arabes", pays de l'Est) à s'engager pleinement sur le terrain, chacun essayant d'y trouver son compte aux dépends de l'autre.

Jusqu'en janvier 1976, et plus encore depuis, ce sont, pour les seules armes - sans compter les "frais de guerre" - 20 à 25 milliards de Francs par jour qui ont été dépensés au Liban. Les prix ont grimpé de façon vertigineuse : celui de la Kalachnikov, mitraillette tchèque fétiche des "guerres de libération" qui arme des combattants de tous bords, a plus que doublé et celui de ses cartouches a été multiplié par huit. L'activité économique du pays a cessé et pourtant le cours de la Livre libanaise n'a pas varié et a même augmenté : c'est l'évidence que la guerre est financée de l'extérieur. Est-ce à dire que la guerre est rentable, qu'elle est une véritable solution à la crise ? Ce mécanisme montre en fait clairement que le capitalisme mondial, divisé en fractions concurrentes, acculé à la crise, paye désormais pour détruire. Tous les marchands de canons se sont rués dans la bataille pour écouler une marchandise dont la seule évolution possible dans le processus de production est de rouiller ou de détruire. Alors, pour le bénéfice du marchand de canons, même si ce n'est pas son but direct, la logique du marché capitaliste aboutit à détruire une partie de la production. Il y a un intérêt pour lui, un profit à tirer, mais globalement, cela signifie que le capitalisme n'a pour survivre d'autre "issue" que ... la destruction.

C'est la foire d'empoigne des fractions concurrentes du capitalisme mondial qui se cristallise territorialement et momentanément au Liban. Et, en dernier ressort, c'est le jeu des impérialismes dominants qui détermine l'évolution de l'affrontement entre les combattants et non l'inverse.

En effet, sur le terrain, où est qui? Les revirements de situation se succèdent à un rythme effréné. Le conflit dit "religieux" explique-t-il l'approbation de la part de la "droite chrétienne" de l'intervention syrienne de l'ALP (Palestiniens) "musulmane" qui vient rétablir l'ordre ...chez les Palestiniens du Liban ? Le camp de la "réaction" soigneusement délimité par les gauchistes de service contre le camp "anti-réaction" est tellement mouvant que leur manichéisme y perd son latin : la Syrie, de "gauche", se retrouve aux côtés de la "droite" libanaise ; la "gauche" libanaise proteste contre l'intervention syrienne aux côtés d'Israel, "sioniste, impérialiste et de droite". Tout en protestant, Israel déclare cependant qu'il ne se sent pas menacé. L'OLP "révolutionnaire" reconnaît implicitement à Israel, l'ennemi "réactionnaire" abhorré le "droit d'exister", etc. Si l'on s'en tient aux intérêts locaux en présence, religieux, bancaires, commerçants, industriels, confessionnels, ou autres, on noie le véritable problème de la situation actuelle et le rôle et la fonction de tous ceux qui prétendent toujours qu'il existe, au sein du capitalisme, un camp du moindre mal, une solution plus "progressiste" que l'autre sont en fait de cacher la véritable nature du conflit.

Au Liban, les ouvriers ont été pendant trois ans, où les grèves se sont succédées, dévoyés par le syndicat, la CGT libanaise, qui contribua activement, par l'annulation des grèves générales prévues en avril puis septembre 1975, à laisser le champ libre aux bandes armées à deux moments cruciaux de début et de reprise des combats. Avec de plus l'entretien délibéré du "problème palestinien" par la concentration de 417 000 réfugiés, parqués dans des camps où des "comités populaires" embrigadent et enrôlent femmes et enfants par la terreur, tout comme les Phalanges le font dans les quartiers "chrétiens", avec le renvoi de 400 000 ouvriers syriens chez eux et plus de 200 000 chômeurs, le capitalisme a pu ouvrir la voie à la barbarie la plus sauvage et le conflit impérialiste au Moyen-Orient se raviver après l'accalmie relative qui suivit la "guerre du Kippour" de 1973.

le renforcement de l'influence américaine

Après cette guerre et l'accord israelo-égyptien, il restait à crever l'abcès palestino-syrien, obstacle à l'accentuation de la domination américaine. Le terrain d'élection des Palestiniens, le Liban, allait devenir le champ clos de la poursuite de l'affrontement entre influences russe et américaine. Le premier acte de cette tragédie fut l'ouverture, l'an dernier, des hostilités entre "phalangistes" et Palestiniens. Cette tentative d'une solution à la Hussein de Jordanie qui, en 1970-71, élimina physiquement les Palestiniens de son territoire, démarra sous l'oeil bienveillant d'une grande partie de l'Etat libanais. Mais la crise ouverte ne fit qu'accélérer la décomposition déjà avancée de l'Etat. L'armement des fractions politiques fit tâche d'huile et l'armée elle-même, au moment de son entrée en scène, se trouva divisée sur la conduite à tenir. C'est alors l'affolement et toutes les fractions de la bourgeoisie, au-delà des différends idéologiques exprimées, viennent au secours de l'Etat qui s'écroule. Le pantin Frangié, Président omnipotent de la République, est maintenu au pouvoir le temps que se fasse jour une solution possible. Lorsqu'il promulgue l'amendement qui lui permet légalement de démissionner, les intérêts économiques de la bourgeoisie dans l'orbite de son bloc de tutelle ont dicté leur loi sur l'attitude à tenir.

La "diplomatie" américaine a, pendant tout ce temps, déployé toute son énergie en Egypte, en Syrie, en Israel, au Liban même en la personne de Dean Brown, et également avec l'aide de la France. La violence des combats est alors à la mesure de l'incapacité de l'URSS à faire face à la poussée inexorable des USA dans la région. L'URSS ne peut y répondre qu'en jouant le jusqu'au-boutisme des fractions les plus désespérées existant au sein de la petite-bourgeoisie et recrutant dans le sous-prolétariat. L'URSS ne peut déclencher d'affrontement direct : 10 unités de la VIème Flotte américaine croisent au large de Beyrouth dont le porte-avions Saratoga; en Israel, l'armée est en état d'alerte; la Syrie, seul point d'appui stratégique soviétique, est neutralisée.

La "guerre civile" libanaise ne peut donc se comprendre que comme la continuation de la "guerre des Six Jours" et de la "guerre du Kippour" et le fait qu'elle ait pris la forme d'une "guerre civile" et non d'une guerre entre Etats comme précédemment, découle des conséquences mêmes des deux affrontements précédents. L'URSS recule au Moyen-Orient et ne peut plus compter sur des Etats, mais tente de s'appuyer sur des forces au sein même des Etats de plus en plus soumis au bloc américain.

Tout le monde s'efforce - consciemment ou inconsciemment, peu importe - de brouiller les cartes de la compréhension de la stratégie de la plus grande puissance économique mondiale, les USA, stratégie déterminée par l'accélération de la crise, inaugurée par le "retrait" américain de l'Asie du sud-est et l'alignement de la Chine, confirmée par l'attitude américaine en Angola, toute entière axée sur la Méditerranée et le Moyen-Orient depuis Chypre et le passage de l'Egypte avec armes et bagages dans le camp américain.

Aujourd'hui, cette stratégie se confirme une fois de plus et c'est au tour de la Syrie de prendre ses distances vis-à-vis de l'impérialisme russe. L'URSS, plus faible économiquement et donc plus touchée par la crise, en position de faiblesse militairement également, n'a pu répondre à l'appel du président syrien Assad lors de sa visite à Moscou en octobre 1975. La voie était libre pour Kissinger pour reprendre le chemin de Damas, donner son accord à- c'est-à-dire susciter - une démarche syrienne "devenue indispensable si l'on voulait vraiment arrêter le massacre dans le pays voisin." Ce fut, exprimé en termes "humanitaires", un "petit pas" de plus vers l'objectif américain : à terme, la maîtrise totale de la région. Les USA firent d'une pierre deux coups en neutralisant par là-même le principal arrière territorial des Palestiniens qui restent les derniers éléments dangereux de la pénétration soviétique. Aujourd'hui, le rôle d'Arafat, leader de l'OLP, devenu médiateur entre la "gauche" libanaise et les syriens tend à s'inscrire de fait dans l'homogénéisation et le renforcement de l'influence que les USA ont soigneusement préparés en ménageant leurs arrières, notamment par l'orchestration sous leur strict contrôle de la mascarade des Palestiniens de l'OLP à l'ONU et sur la scène internationale en général. Pour les Palestiniens, en tant que fraction partie prenante de la bourgeoisie libanaise, le choix qui se pose est : être massacrés ou évoluer petit à petit vers la tendance à l'intégration du Moyen-Orient dans le camp américain.

les luttes ouvrières

Ce conflit inter-impérialiste qui s'est manifesté dans cette région du monde par déjà trois guerres ouvertes et cette "guerre civile" montre que la seule perspective que peut offrir le capitalisme en crise à l'humanité est un troisième holocauste mondial. Mais, comme tel, il a fait surgir de façon embryonnaire mais claire le seul obstacle possible à cette alternative : la lutte du prolétariat. Les principaux pays impliqués dans le conflit, Israel et l'Egypte connaissent de plus en plus de difficultés économiques avec deux conséquences pour la compréhension du point de vue de classe, de la perspective qui s'ouvre actuellement :

- La guerre, telle qu'elle surgit de façon circonscrite à une région, ne permet en rien un phénomène de reconstruction avec une ampleur telle qu'il s'est manifesté à la suite de la IIème Guerre Mondiale.
- La classe ouvrière, même faible numériquement, a pu garder son potentiel de combativité intact, n'étant pas comme telle directement impliquée dans la guerre, même si nombre de ses éléments y sont embrigadés et massacrés.

On a vu surgir, en Egypte notamment, un grand nombre de grèves ouvrières contre la dégradation du niveau de vie, dont la dernière en date dans l'industrie textile a provoqué une réaction extrêmement violente du gouvernement avec la menace d'envoyer les tanks contre les grévistes s'ils ne reprenaient pas le travail.

En Israel, les convulsions sociales sont beaucoup plus confuses et occultées par la pseudo-opposition entre juifs et arabes, entre juifs ashkenazes et juifs sepharades. De plus, le mécontentement est soigneusement encadré par la puissante centrale syndicale israelienne qui ne cache pas son intégration aux rouages de l'Etat : l'Histadrouth.

Au Liban, la situation est plus sombre. Avant la guerre, après les émeutes étudiantes, quelques manifestations de mécontentement ouvrier avaient surgi, vite enrayé par la CGT libanaise. Les ouvriers n'ont pas participé aux combats, cantonnés aux grands hôtels et au centre de Beyrouth, ni dans un camp ni dans l'autre. L'essentiel de la chair à canon de l'impérialisme a été recruté dans les rangs du sous-prolétariat existant dans la "ceinture de la misère" de Beyrouth qui compte 600 000 déshérités. Cependant, petit à petit, avec l'arrêt total de l'économie, les salaires n'ont plus été versés, les usines ont fermé. La plupart des travailleurs se sont réfugiés dans les campagnes ou à l'étranger. Pour les autres, un membre de la bourgeoisie de la "gauche" libanaise disait récemment sur la situation : "les armes sont aussi nécessaires que le pain" ; et ceci signifie en clair que pour avoir du pain, il faut prendre les armes. Les combats ont alors de plus en plus pris la tournure des pillages auxquels près de 80 % de l'activité des groupes armés étaient consacrés ces derniers jours.

La solution à cette situation ne peut avoir le Liban ni même le Moyen-Orient pour cadre. C'est uniquement par l'unification des combats de tous les secteurs de la classe ouvrière à l'échelle internationale vers la destruction du capitalisme dans tous les pays que peut être enrayée cette barbarie.

M. G.

REVOLUTION INTERNATIONALE est le groupe français du COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL.

Le C.C.I. se revendique des apports successifs de la Ligue des Communistes, des Ière, IIème et IIIème Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches Allemande, Hollandaise et Italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irréversible pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

Le rôle de l'organisation de révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs" mais de participer activement à la généralisation des luttes communistes et de la conscience révolutionnaire au sein de la classe ouvrière.

Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas "l'autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes basés sur la loi de la valeur,-tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales-et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

Les soi-disant "pays socialistes" (Russie, Bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

Toutes les formes de "fronts populaires", "fronts unis", "résistance antifasciste", comme la participation au parlement bourgeois sont des mystifications réactionnaires et des moyens de désarmer la classe ouvrière. Le rôle spécifique de ces activités, c'est d'entraver le processus qui mène à l'autonomie de la classe ouvrière et donc à la révolution prolétarienne.

Les "luttes de libération nationale" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

NOTRE ACTIVITE

L'inévitable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.

